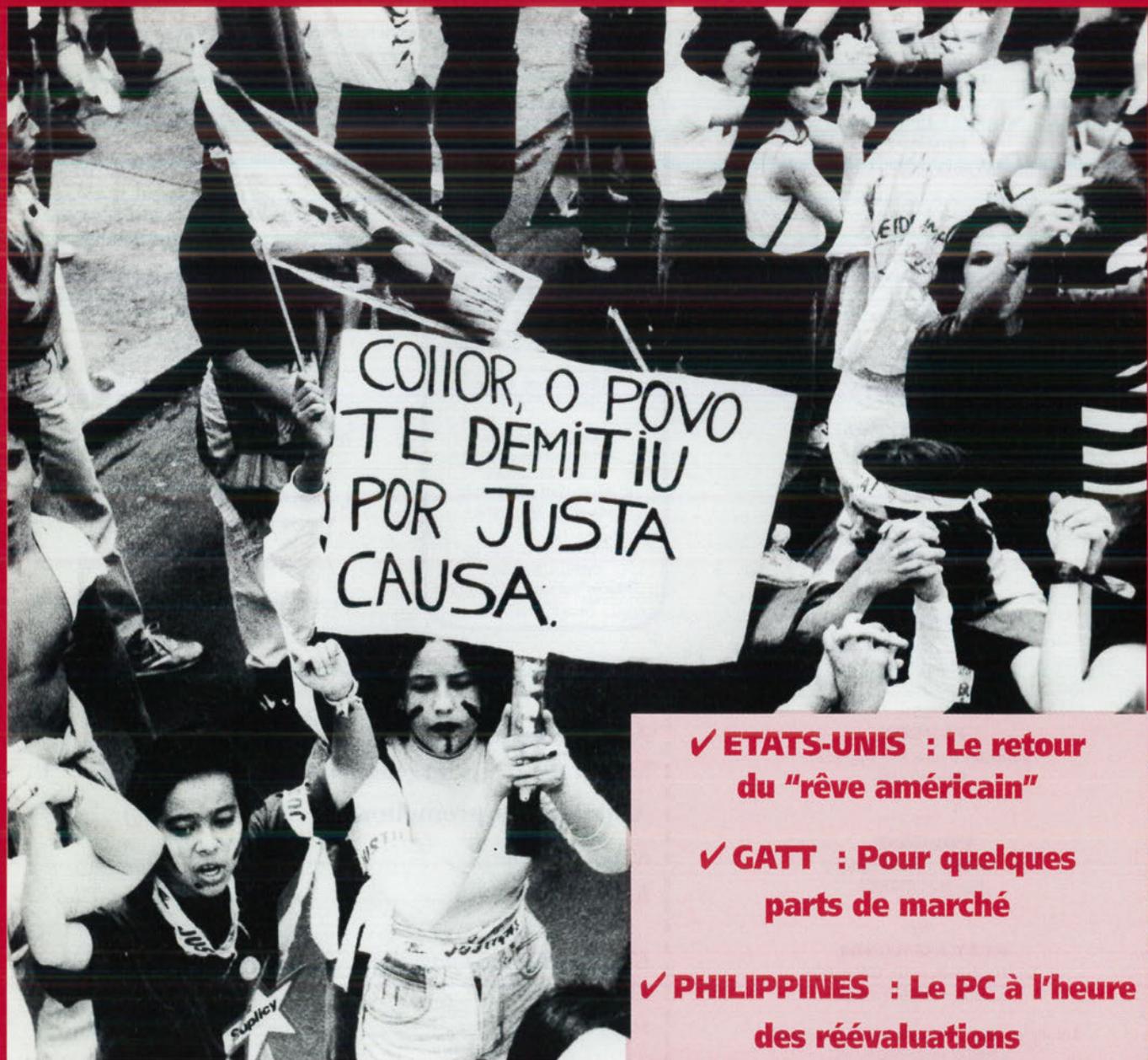


INpreCOR

Numéro 363 du 20 novembre au 3 décembre 1992 ♦ 25 FF 6 FS 125 FB

BRESIL : COLLOR EST PARTI !



✓ **ETATS-UNIS** : Le retour du "rêve américain"

✓ **GATT** : Pour quelques parts de marché

✓ **PHILIPPINES** : Le PC à l'heure des réévaluations

**SOMMAIRE DU NUMERO 363
DU 20 novembre au 3 décembre 1992**

3

BRESIL

Le départ de Collor
Gustavo CODAS

7

ETATS-UNIS

Le retour du "rêve américain"
Gustavo BUSTER

9

ECONOMIE

Pour quelques parts de marché
Nicolas BENIES

11

ALLEMAGNE

Un demi-million dans la rue
David MULLER

12

EUROPE

Mobilisation antiraciste et antifasciste

14

PHILIPPINES

Le PC à l'heure des réévaluations
DOCUMENT

19

NIGERIA

Sous la botte militaire
Edwin MADUNAGU

21

De putsch en putsch
Edwin MADUNAGU

22

SRI LANKA

La tragédie du peuple Tamoul
V. THIRUNAVUKKARASU

24

CHINE

Les émeutes de Shenzhen
Zhang KAI

25

EUROPE

Pour les droits des appelés
Ron BLOM

27

POLOGNE

La tentation théocratique
Jan MALEWSKI

28

ETAT ESPAGNOL

Les boat-people de Gibraltar
Cecilia GARMENDIA

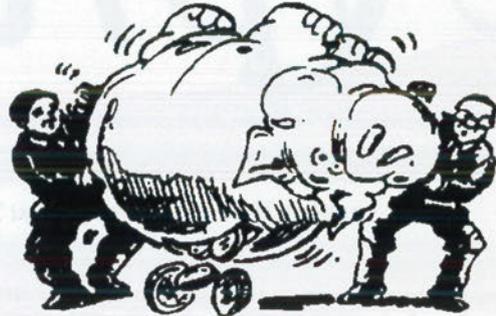
Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

La souscription continue...

Nous avons reçu 13 044,80 FF, c'est bien peu au regard de notre situation financière ; si vous voulez continuer de recevoir votre revue préférée, aidez-la, aidez-nous à survivre !

De votre générosité dépend aujourd'hui l'avenir proche d'Inprecor !

Total au 19 novembre 1992 : 13 044,80 FF.



Dernière liste : Gérard A. (France) : 100 FF. ; SAP (Hollande) : 4 000 FF. ; Michael B. (USA) : 50 dollars ; Ray D. (USA) : 13 dollars ; Soc. Challenge (Vancouver, Canada) : 240 FF. ; Connie C. (USA) : 50 dollars.

La photo de la couverture est de Fernanda Estima. Sur la pancarte, on peut lire :
« Collor, le peuple t'a démis pour une cause juste. »

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVE Internationale.

Éditée par PEC (Presse-Édition-
Communication) Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
170 FF pour six mois. 330 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
180 FF pour six mois. 350 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
210 FF pour six mois. 420 FF pour un an.

Pli fermé

France - Europe : 230 FF pour six mois.
460 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.
Chèques bancaires et chèques postaux libellés à
l'ordre
de "PEC", à adresser à Inprecor,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence
Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.



Abonnement Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Abonnement promotionnel (60 FF, 3 mois)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Le départ de Collor

LORSQUE, le 2 octobre 1992, 441 députés suspendaient de ses fonctions le président brésilien, un cycle de la lutte politique du Brésil s'achevait.

Lors du Ier congrès national du Parti des travailleurs (PT), fin 1991, une polémique était apparue autour de l'adoption du mot d'ordre : « Collor, dehors ! ». Cette formule traduisait l'opposition au programme de réformes néolibérales et de la politique économique du gouvernement, mais elle a été rejetée majoritairement, pour des raisons tactiques (2).

Quelques mois plus tard, la question s'est reposée par un autre biais. Des informations faisaient état d'un gigantesque réseau de corruption au sein du gouvernement fédéral, qui partait d'un proche du président, Paulo Cesar Faria, surnommé "PC", qui avait été le trésorier de sa campagne électorale.

La bombe a explosé lorsque le frère du président l'a dénoncé publiquement, après des mois de disputes familiales sur leurs intérêts économiques et politiques. La première interview du frère de Collor est parue dans l'hebdomadaire *Veja* accusant "PC" et surtout Collor.

Les mécontents de la droite

Deux députés du PT ont exigé immédiatement la création d'une Commission parlementaire d'enquête (CPI), afin que la Chambre puisse se prononcer sur ces informations.

En un premier temps, cette proposition a été négligée par les autres formations politiques, mais, face à l'opinion publique, le Parlement se devait de réagir.

La droite a commencé par accepter la création de la CPI en espérant un résultat identique à celui des Commissions d'enquête antérieures.

La pression d'une opinion publique remontée a fini par convaincre des secteurs de plus en plus larges du centre et de la droite de mener jusqu'au bout l'enquête et de traduire Collor en justice, d'autant plus que les élections municipales d'octobre approchaient. Mais un autre élément peut expli-

Après avoir été suspendu de ses fonctions, le 2 octobre 1992, Fernando Collor a été inculpé de corruption et d'association de malfaiteurs, le 12 novembre. Jugé par la plus haute instance de la justice brésilienne, le président brésilien est accusé d'être étroitement lié au réseau de trafic d'influence de l'homme d'affaires Paulo Cesar Farias. Fernando Collor est actuellement jugé par le Sénat pour crimes dans l'exercice de ses fonctions (1).

Gustavo CODAS *

quer l'attitude de la droite : selon l'expression d'un député de droite, le gouvernement Collor bouleversait le schéma traditionnel des pots-de-vin (3), puisqu'il avait augmenté les taxes perçues, en avait écourté les termes de recouvrement et que, dans certains cas, il n'avait pas mené à terme des affaires pour

qu'il s'était présenté à la présidence en dehors des modèles traditionnels de gouvernement de la bourgeoisie brésilienne et qu'il cherchait à consolider son propre schéma.

Pendant la campagne électorale de 1989, par divers coups publicitaires, il avait été le seul à même de rivaliser avec Lula et avait reçu le soutien financier de certains entrepreneurs.

Ainsi, Collor ne cherchait pas seulement à entretenir un train de vie somptueux, mais il tentait aussi de créer à court terme son propre style politique, pour se préparer à de nouvelles élections grâce à ses amis et alliés. Tout ceci a été révélé jour après jour par les médias et les enquêtes menées par les députés de l'opposition dans la CPI.

Dissimulé derrière une nuée d'entreprises fantômes au Brésil et à l'étranger, le duo Collor-"PC" a été pris de court lorsque des dénonciations émanant de secteurs patronaux ont été rendues publiques et que le secret bancaire de nombreux suspects a été levé. On a découvert alors une multitude de titulaires fictifs de comptes bancaires, de faux noms avec la signature de proches du tandem Collor-"PC", qui leur permettait de réaliser discrètement des transactions de plusieurs millions de dollars.

Cet argent provenait de pots-de-vin payés par des entrepreneurs et aussi d'affaires illicites réalisées par le gouvernement. Il était utilisé pour financer des campagnes politiques et le train de vie luxueux du président et de sa famille. Par exemple, on a découvert que la direction d'Autoa-tina (conglomérat Volkswagen-Ford au Brésil) avait financé un candidat de droite aux élections fédérales de la région amazonienne ; ou que le président avait utilisé l'argent de "PC"



lesquelles il avait pourtant déjà touché des avances. En d'autres termes, le mécontentement allait croissant dans les milieux patronaux au fur et à mesure que se développait la corruption au sein du gouvernement.

L'empressement de Collor à mettre en œuvre ces réformes s'explique par le fait

* Gustavo Codas est membre du Parti des travailleurs (PT) et conseiller économique de la Centrale unique des travailleurs (CUT).

1) Voir *Inprecor* n° 358 du 11 septembre 1992.

2) Voir *Inprecor* n° 349 du 27 mars 1992.

3) Au Brésil, l'existence d'une "seconde caisse" dans les entreprises est traditionnelle. Elle est utilisée pour obtenir des avantages auprès des hauts fonctionnaires, que ce soit par la surfacturation de travaux publics, ou des avantages illégaux pour leurs affaires.

(environ 3 millions de dollars) pour agré-
menter son jardin personnel de huit cascades
artificielles, ou encore que les membres de
sa famille recevaient quotidiennement des
dépôts de plusieurs milliers de dollars.

Le Congrès, la presse et la société civile

La balle était alors dans le camp des
députés d'opposition qui formaient la CPI
— en premier lieu ceux du PT — et de la
presse écrite. Connue pour sa morosité, le
Congrès ne pouvait éveiller aucune confian-
ce au début. Néanmoins, soumis à la pres-
sion, il a assuré le fonctionnement de la CPI,
et, dès que les résultats ont fait apparaître
que Collor comme "PC" étaient directement
impliqués, le Congrès a
retrouvé une crédibilité
perdue depuis des
années.

Députés et journa-
listes ont donné le ton
pendant plusieurs
semaines. Cette situation
n'allait changer qu'avec
le renforcement du Mou-
vement pour l'éthique en
politique, né d'une ini-
tiative de la Centrale
unique des travailleurs
(CUT) et de l'Ordre des
avocats du Brésil (OAB)
(4), mais surtout lorsque
la jeunesse, à l'appel des
organisations étudiantes,
est sortie dans les rues
en donnant au mouve-
ment de protestation un
caractère de masse, dynamique et sincère.
Dès lors, le mouvement a occupé la rue
jusqu'au 29 septembre.

Le Mouvement pour l'éthique en poli-
tique était conduit par la CUT, l'OAB,
l'Union nationale des étudiants (UNE) et la
Pensée nationale des bases d'entreprises
(PNBE) (5). S'appuyant sur le réseau natio-
nal de la CUT, le mouvement a été à même
d'organiser des manifestations dans tout le
pays, sans caractère partisan, mais avec une
tonalité particulière : le refus de la corrup-
tion l'emportait sur celui du programme
libéral ou de la politique économique. Cela
ne signifie pas que des sujets comme le chô-
mage, la baisse du salaire réel, la récession
ou la désindustrialisation étaient absents des
préoccupations des manifestants, mais que
l'objectif concret des mobilisations était
« d'en finir avec la corruption » et de faire
approuver l'impeachment (6) de Collor par
le Congrès.

A cette caractéristique du mouvement
pour l'éthique et la moralisation de la vie
politique s'ajoute un autre élément fonda-
mental : la récupération de leur potentiel de

lutte par de larges secteurs populaires, c'est-
à-dire un niveau de mobilisation de masse
jamais vu depuis la campagne « *Direitas
ja !* » (« *Elections directes tout de suite !* »)
(1983-84) et celle de Lula (1989). Ainsi,
cette campagne doit être perçue comme une
partie du combat démocratique dans nos
pays, ou le modèle économique comme le
système politique sont source d'exclusions.

La jeunesse reprend la rue

Ce départ du président de la République
pour corruption, suite à ces manifestations,
correspond à une revendication radicale ins-
crite dans la conscience populaire brésilien-
ne et d'ailleurs : ce n'est pas par hasard si,
en Argentine, au Venezuela ou en Russie,



les manifestations antigouvernementales
font référence à la victoire des Brésiliens.
De même, au Brésil, l'idée de "révoquer"
le mandat des corrompus tend à s'étendre à
d'autres domaines : syndicats, municipalités
etc.

Par ailleurs, ces mobilisations ont caché
sous le label "étudiant", un phénomène de la
jeunesse en général : lycéens, étudiants, et
jeunes en général ont démontré leur capacité
à occuper la rue dans toutes les villes du
pays, à s'attirer la sympathie de la popula-
tion, en inaugurant, par leur fougue et leur
attitude décontractée, une nouvelle façon de
"faire de la politique".

Trois facteurs au moins ont contribué à
ce sursaut de la jeunesse, absente des mobi-
lisations depuis la fin des années 70 : d'une
part, les jeunes sont touchés par le chômage
et n'ont pas de perspectives ; de l'autre, la
privatisation progressive de l'enseignement
est allée de pair avec l'augmentation des
frais de scolarisation. Pourtant, ces deux élé-
ments ne sont pas apparus sur les bande-
roles.

Un troisième facteur, l'impact d'une

série télévisée brésilienne, *Années rebelles*,
est aussi évident : la principale chaîne de
télévision commerciale (*O Globo*), a diffusé
l'histoire vécue par un groupe de jeunes,
filles et garçons de la génération de 68, qui a
lutté contre la dictature, en prenant part à la
guérilla, qui a subi une défaite, mais qui n'a
pas abandonné son engagement. Certains
sont morts, d'autres ont connu l'exil, et sont
revenus à la faveur de l'amnistie, tout en
vivant intensément leurs amours, leurs mal-
heurs, leurs joies personnelles, leurs erreurs
et leurs contradictions.

Les manifestants ont repris à la série
télévisée les musiques de l'époque de 68,
leurs banderoles n'affichant que des slogans
"anticorruption". Ils se sont grimé le visage
et ont été surnommés de fait les "*caras pin-
tadas*" (visages peints) ;
leurs cris de joie et leurs
slogans étaient l'arme
principale des manifesta-
tions. En général les
manifestations de rue
correspondaient davan-
tage à une réponse sponta-
née des masses aux
appels des organisations
syndicales, étudiantes et
professionnelles qu'à une
participation organisée.

Par ailleurs, la ques-
tion "éthique" tendait à
mettre sur la sellette tous
les hommes politiques,
comme Orestes Quercia,
président du principal
parti bourgeois, le Parti
du mouvement démocra-
tique brésilien (PMDB)
(7) et ancien gouverneur de São Paulo, qui
dispose de la majorité à la Chambre des
députés fédéraux. La suite de l'enquête
devrait compromettre sa candidature à la
présidence du pays.

La CUT a, sans aucun doute, joué un
rôle essentiel vis-à-vis de l'opinion publi-
que. En tant que structure nationale non par-
tisane, bien qu'assimilée au PT, elle a pu
entraîner de larges fractions de la "société
civile" dans la mobilisation, ce qui a occulté
ses faiblesses au niveau syndical.

L'application d'un ensemble de réfor-
mes néolibérales (privatisation d'entreprises

4) Principale centrale syndicale, qui compte 4,5 millions
d'adhérents, et qui est liée au PT.

5) La direction de l'UNE est liée à la gauche ; son président est
membre du Parti communiste du Brésil (anciennement pro-alba-
nais), le PT y est la deuxième force. Quant au PNBE, il remet en
cause la ligne actuelle de la Fédération des industries.

6) Jugement pour des délits commis pendant l'exercice du
pouvoir. Il commence par l'approbation de l'accusation à la
Chambre des députés (votée le 29 septembre 1992) et se termine
au Sénat, qui se transforme en tribunal avec 180 jours pour pro-
céder au jugement. Pendant cette période le Vice-président assu-
re la présidence.

7) Centre et centre-droit.

et de services publics, libéralisation du commerce extérieur et dérégulation du marché de l'emploi), combinée à une politique économique de récession dans des proportions inconnues jusqu'alors dans le pays, ont rendu le mouvement syndical incapable de riposter à l'offensive Collor, relayée par les initiatives patronales.

Ainsi le succès remporté par la CUT lors de cette campagne ne l'a pas sortie de l'impasse de l'affrontement concret avec les mesures gouvernementales.

La centrale syndicale qui concurrence la CUT, la Force syndicale, qui a adopté une orientation du type "syndicalisme d'affaires" à la nord-américaine, s'était liée au gouvernement Collor au début, et en avait tiré des bénéfices politiques et financiers considérables. Lors de la campagne pour la destitution du président, elle s'est effacée pour éviter la colère de la population.

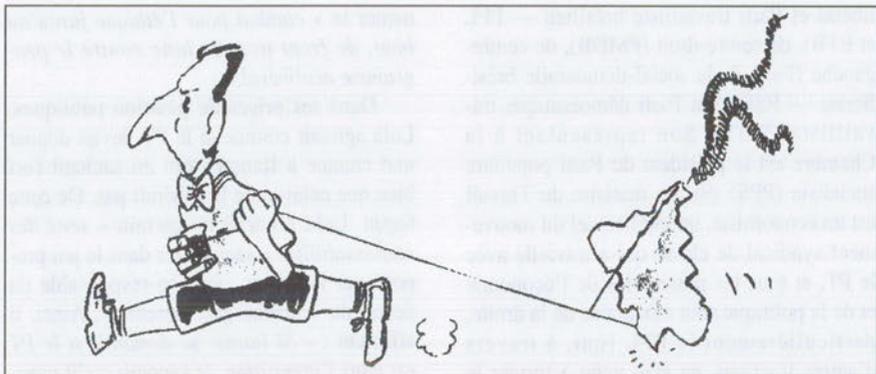
Faiblesses du mouvement syndical

La combinaison réformes néolibérales-récession a permis au patronat et au gouvernement de prendre une série d'initiatives visant à restreindre les droits des travailleurs, restructurer la production et les services et promouvoir une insertion passive du Brésil dans le marché mondial, à un moment où le chômage atteignait des records inédits et entamait les capacités de mobilisation des travailleurs. Dans le grand São Paulo, le nombre de chômeurs avoisine 1,5 million et la moitié des salariés travaille dans le secteur informel, ce qui correspond à la moyenne nationale.

Ces mutations sont accompagnées d'un discours idéologique agressif : les industriels et le gouvernement affirment vouloir changer le modèle économique, le moderniser, dépasser le système antérieur, celui qui a contribué à approfondir la crise économique des années 80 !

De fait, de larges secteurs de la population perçoivent de façon négative, à juste titre, l'ancien modèle économique, responsable de la paralysie d'un Etat pléthorique, de la corruption, du clientélisme politique (à coups de subventions et de protections pour des secteurs d'entreprises qui dégagent ainsi des gains substantiels), de la spéculation financière, etc. Mais la population n'a pas conscience que les deux modèles économiques — l'ancien et celui qui est proposé — ne tiennent compte que des intérêts d'un nombre restreint de groupes d'entrepreneurs.

Le discours néolibéral flirte avec cette perception faussée en avançant des formules telles que « *Les entreprises d'Etat sont une source de corruption, vendons-les* » ; « *Libé-*



rons les importations pour que le consommateur puisse accéder au mieux et au meilleur prix » ; « Nous souhaitons améliorer la productivité et la qualité, il faut donc modifier les contrats de travail », etc.

Le projet démocratique et populaire se devait donc de proposer autre chose. Le mouvement syndical de classe a pâti de cette période de récession et de chômage de masse, mais aussi de son incapacité à présenter une alternative à la crise de l'ancien modèle capitaliste, même si, à juste titre, il le dénonçait.

Le nombre de grèves sous le gouvernement Collor est impressionnant, mais il a baissé pendant les derniers mois, traduisant le découragement des travailleurs face aux défaites successives subies dans différents secteurs. La défaite de la CUT, peu avant la chute de Collor, lors des élections du syndicat de la métallurgie de Volta Redonda (Etat de Rio de Janeiro) est significative.

L'issue "constitutionnelle"

Les travailleurs de la Compagnie sidérurgique nationale (CSN) (8), entreprise d'Etat, avaient joué un rôle important dans les années 80 dans la lutte contre la dictature et les mesures économiques ; peu après l'accession de Collor, ils avaient déclenché une grève totale pendant plus d'un mois. Or, à ces élections syndicales, c'est la liste à la solde de la direction de l'entreprise, appuyée ostensiblement par son président (membre du groupe de Collor), qui l'a emporté, après avoir mené une campagne en faveur de la privatisation et de la suppression de "droits acquis" par les travailleurs. Symbole des entreprises étatiques dans le pays, la CSN était mise sur la liste des entreprises à privatiser.

Au sein du front pour la destitution de Collor, tous souhaitaient que la chute de Collor soit suivie d'une "issue constitutionnelle" à la crise, assumée par le Vice-président, Itamar Franco, ainsi que le prévoit la Constitution. Mais cela n'épuisait en rien la discussion tant à gauche qu'à droite sur la nature et l'orientation de ce gouvernement. Très rapidement, les secteurs de droite et du centre, et les médias commerciaux se sont

mobilisés pour que le gouvernement se place dans la continuité du précédent, c'est-à-dire qu'il maintienne le programme de réformes néolibérales. Le Fonds monétaire international (FMI), de son côté, faisait des pressions dans le même sens.

Itamar avait été écarté depuis des mois à cause du caractère "impérial" du gouvernement Collor, qui laissait peu de place à un Vice-président. Si le nouveau gouvernement recherche le consensus le plus large au sein du Congrès, le projet néolibéral et la politique économique orthodoxe feront face à des contradictions dont on ignore encore l'issue.

Collor avait une façon de gouverner qui lui permettait d'attaquer à loisir les droits du mouvement ouvrier, et d'adopter des mesures économiques allant à l'encontre des intérêts de certains groupes et secteurs d'entrepreneurs. Le style autoritaire de Collor, qui gouvernait en passant outre le Congrès, et en violation des décisions de la justice, permettait l'application du projet néolibéral. Ainsi, sa première grande défaite n'est pas de nature socio-économique, mais politique. Mais, c'est un fait : le projet bourgeois ne peut plus gouverner de façon offensive, et le mouvement ouvrier et populaire peut remettre en cause et attaquer les mesures du programme néolibéral et de la politique économique, à condition évidemment de se doter d'une stratégie allant dans ce sens, ce que la conjoncture brésilienne permet.

Le nouveau gouvernement s'est proposé de négocier avec les partis majoritaires au Congrès national ; constitué d'éléments allant du centre-droite au centre-gauche, il en subit les multiples pressions : la première mesure proposée pour diminuer à court terme le déficit public ou la création d'un impôt sur les transactions bancaires s'est heurtée aux intérêts du ministre de l'Industrie, un banquier de droite. Le gouvernement d'Itamar Franco reposerait donc sur un programme minimum, pour tenir jusqu'aux élections de 1994. Il est composé de ministres des partis de droite (Parti du front

8) La CSN fut fondée par Getulio Vargas dans les années 40 et reste un symbole de l'industrialisation au Brésil.

libéral et Parti travailliste brésilien — PFL et PTB), de centre-droit (PMDB), de centre-gauche (Parti de la social-démocratie brésilienne — PSDB) et Parti démocratique travailliste (PDT). Son représentant à la Chambre est le président du Parti populaire socialiste (PPS) (9). Le ministre du Travail est un économiste, un intellectuel du mouvement syndical de classe qui a travaillé avec le PT, et tous les postes clés de l'économie et de la politique sont aux mains de la droite, particulièrement le PFL (qui, à travers d'autres fractions, en était venu à former le gouvernement Collor par une réforme ministérielle quelques mois avant sa chute).

Le PT face à Itamar

Moins d'une semaine après l'éviction de Collor, le PT est devenu le principal parti au plan électoral dans les villes importantes où il sera présent au second tour. La destitution de Collor a été, aux yeux de l'opinion publique, l'œuvre du PT. Une fois la chute de Collor devenue évidente, on se demandait quelle serait l'attitude du PT face au nouveau gouvernement.

Réuni quelques semaines avant le 29, son exécutif national a enregistré des positions diverses : le PT devait lutter pour la tenue d'élections (proposition des représentants des courants Démocratie socialiste, Force socialiste, et d'individus appartenant à l'Articulation), ou bien le PT devait composer avec Itamar le nouveau gouvernement en luttant pour que celui-ci soit de "centre-gauche" (position d'un député du courant Projet pour le Brésil) (10). La ligne qui prônait que le parti ne devait rien avancer jusqu'au vote fut adoptée, à peine le débat ouvert.

Après la chute de Collor, les positions se rejoignent sur le fait que le PT était dans l'opposition au gouvernement conservateur d'Itamar. Quant à la participation au gouvernement, la direction a réaffirmé que « le PT n'y participe pas et n'autorise aucun de ses adhérents à le faire et adopterait des sanctions à l'encontre de quiconque y contreviendrait » (11).

Mais que signifie être un parti d'opposition aujourd'hui ? Plusieurs courants au sein du PT (12) estimaient, pour des raisons "éthiques" ou politiques, que le PT devait considérer ce gouvernement comme transitoire, et proposer la tenue de nouvelles élections. Celles de 1989, qui ont conduit Itamar à la vice-présidence, sont entachées de diverses fraudes prouvées ou en passe de l'être (13). Et il est évident aussi que le gouvernement Itamar, de par sa composition, assume, même au prix de contradictions, la continuité des réformes néolibérales commencées par Collor et que le PT avait combattues depuis le début. Ainsi, il devait

mener le « combat pour l'éthique jusqu'au bout, de front avec la lutte contre le programme néolibéral ».

Dans ses prises de position publiques, Lula agissait comme si le PT devait donner une chance à Itamar, tout en sachant fort bien que celui-ci ne la saisirait pas. De cette façon, Lula arborait un certain « sens des responsabilités » sans entrer dans le jeu proposé par la droite : être co-responsable du destin du nouveau gouvernement. Ainsi, il affirmait : « Si Itamar se demande si le PT est dans l'opposition, je réponds : s'il poursuit la politique de récession de Collor, s'il ne prend aucune mesure en faveur du développement économique, s'il n'est pas capable de résoudre les conflits à la campagne, s'il ne revoit pas les accords sur la dette, s'il ne procède pas à un ajustement fiscal, afin de faire payer les plus riches, s'il n'adopte pas une politique salariale de redistribution de rente, alors oui, le PT sera dans l'opposition ». Ou encore : « Bien que nous refusions de participer au gouvernement, nous sommes prêts à discuter avec d'autres partis d'un programme minimum d'urgence qui pourrait être approuvé par le Congrès national » (14).

La lutte politique

Néanmoins, il y avait accord dans le PT sur le fait que l'éviction de Collor signifiait une défaite du néolibéralisme, mais que l'action du parti ne s'arrêterait pas là, et que seul le mouvement populaire, renforcé par ce processus, pourrait freiner ce projet. C'est ainsi que la direction du parti a entrepris de définir le "programme minimum" qui serait présenté "à la nation" (Congrès, gouvernement et société) ; et le PT soutiendra au Parlement et dans la société, les mesures correspondant à ce programme.

Lors de la réunion de sa direction nationale, les 24 et 25 octobre 1992, le PT a défini certaines priorités : la poursuite des enquêtes sur la corruption ; la révision des accords sur la dette extérieure passés sous le gouvernement Collor avec le FMI et les banques privées ; la réforme fiscale ; la reprise de la croissance économique ; un programme alimentaire pour la population pauvre (15).

Ces voies sont tortueuses, car le nouveau gouvernement poursuivra l'application

du projet néolibéral, et appliquera les mesures qui sont dans la ligne droite de ce qu'avait commencé Collor ; il se heurtera à l'opposition de la base ouvrière du PT et aux revendications du parti.

En outre, avec une inflation mensuelle évaluée selon les indices à 22 % ou 27 %, un grand déficit public, une large part des recettes fiscales englouties par le service de la dette (avec des taux d'intérêt réels atteignant 30 % fin 1992), un niveau d'activité économique équivalent à celui de 1987 (et un produit intérieur brut pratiquement inférieur à celui de 1980), le gouvernement Itamar dispose d'une marge de manœuvre étroite. D'autre part, le gouvernement sera sujet à des contradictions explosives, vu son hétérogénéité, ce qui aidera à la reprise des luttes populaires.

La CUT a décidé de ne laisser aucun répit au gouvernement et de lui adresser une liste de revendications en ce qui concerne la politique des salaires (salaire minimum et réajustement mensuel), la dette, l'arrêt des privatisations, la réforme immédiate de la législation sur les conventions collectives, la poursuite des enquêtes dans le cadre de la lutte anti-corruption, etc.

La démobilisation soudaine, au lendemain du 29 septembre, préoccupe les directions du syndicat et du PT : remobiliser et mettre à l'ordre du jour le programme d'urgence constituent aujourd'hui un nouveau défi.

Quoiqu'il en soit, la dynamique des débats et la nécessité d'appliquer des mesures d'urgence, devrait susciter à court terme des conflits aigus, dans lesquels le PT et la CUT ont les moyens de démontrer, comme en 1989, qu'il y a deux projets pour le pays, un projet néolibéral conservateur et un projet démocratique et populaire. Un succès des initiatives du PT et de la CUT devrait affaiblir le gouvernement Itamar qui sera alors incapable d'appliquer le programme néolibéral et de combattre le mouvement ouvrier. Le PT devra défendre un programme contre la crise, mais également une alternative politique.

Alors la "crise d'hégémonie" évidente posera la question des élections anticipées, dont le PT débat déjà. ★

São Paulo, octobre 1992

9) Le FPL est issu d'une scission de l'ancien parti de la dictature militaire. Le Parti travailliste est de droite. Le PSDB (scission du PMDB) regroupe des secteurs libéraux et de centre-gauche. Le PDT, centre-gauche, est affilié à l'Internationale socialiste et le PPS, prolongement du Parti communiste brésilien (PCB), suit la ligne du Parti démocratique de gauche italien (PDS, ancien PC).

10) Démocratie socialiste : courant de la IVe Internationale. Force socialiste : courant communiste révolutionnaire. Articulation : courant de Lula, majoritaire. Projet pour le Brésil : courant issu d'anciens secteurs de la gauche du PT, empruntant un virage social-démocrate teinté de libéralisme.

11) Résolution de la commission exécutive nationale du PT du 13 octobre 1992.

12) En plus des courants déjà cités, "Le PT dans la lutte" est issu d'une scission de l'Articulation et a ses principales bases dans le mouvement paysan.

13) Le député fédéral Helio Bicudo (PT de São Paulo) de l'Articulation et proche d'un secteur chrétien, a intenté en 1990 une action pour annuler l'élection de 1989, qui n'est pas encore terminée.

14) *Brasil Agora*, n° 25 du 12 octobre 1992. Avec des nuances, des dirigeants liés à la majorité de l'Articulation s'expriment dans le même sens.

La préoccupation des dirigeants liés au PPB reste la "gouvernabilité" et la "stabilité-consolidation" des institutions.

15) *Folha de São Paulo*, 25 octobre 1992.

Le retour du "rêve américain"

Bush aura eu le triste honneur de battre un record, celui de la plus grande défaite électorale de son parti depuis 1932, rejeté par 62 % des électeurs, qui ont mis fin à douze années d'administration républicaine (1). La victoire du candidat démocrate, Bill Clinton, avec 43 % des voix et un taux de participation record, est l'expression d'une réaction sociale profonde, provoquée par la crise qui frappe la plus grande économie du monde au point d'ébranler les bases idéologiques du "rêve américain" (2), et de provoquer un changement de génération, inédit depuis les années 60. Mais ces espoirs pourront difficilement être satisfaits dans le contexte de l'"après-guerre froide".

Gustavo BUSTER



DEPUIS six mois, un tournant important dans l'opinion publique nord-américaine s'est produit. En juin 1992, la majorité des observateurs considéraient la réélection de Bush comme inéluctable.

Le vainqueur de la guerre du golfe, qui avait enterré le communisme, et annoncé l'avènement d'"un nouvel ordre international" instaurant l'hégémonie définitive des Etats-Unis et la "fin de l'Histoire", annoncée par Fukuyama (3), semblait alors imbattable. A un tel point que les poids lourds du Parti démocrate, comme Cuomo, renonçaient à se présenter.

Depuis le milieu de l'année 1990, la récession a mis en évidence les conséquences tragiques de la "révolution Reagan" : la disparition d'un million d'emplois et l'accumulation d'une dette de onze milliards de dollars. Bush est parvenu à soumettre la Réserve fédérale en mars et à baisser les taux d'intérêts jusqu'à 4,5 %, le niveau le plus bas depuis 1973, ce qui a entraîné une augmentation de 2 % de la consommation des ménages. La presse a annoncé alors la fin de la récession, en dépit du pessimisme de la population, qui transparaisait dans tous les sondages.

La réplique des républicains à leur défaite a consisté à accuser les citoyens de manquer des valeurs morales indispensables pour faire face au défi, dans la plus pure tradition conservatrice. Mais l'ascension de Clinton avait commencé après l'explosion de Los Angeles (4).

La candidature indépendante de Ross Perot, qui faisait appel à l'initiative individuelle, et ridiculisait les technocrates de Washington, a achevé de river les élections à un seul thème : comment récupérer les bases économiques du rêve américain (5) ?

Bush était tout simplement à court d'arguments pour défendre sa politique néolibérale, — ce terme ne recouvre pas seulement la défense idéologique du non-inter-

ventionnisme de l'Etat dans l'économie, mais aussi la pratique systématique du transfert des revenus à travers le système fiscal et les subventions à l'industrie militaire, aux mains de 15 % de la population la plus riche.

La polarisation sociale et ethnique a battu en brèche le bloc républicain, par un vote sanction sans précédent depuis les années 30 : le vote démocrate a triomphé dans les Etats industriels du Nord-Est, s'est imposé pour la première fois dans les Etats des Rocheuses, et l'a emporté en partie dans le Sud et surtout en Californie.

En attendant Clinton...

Bill Clinton, malgré sa victoire, est loin d'avoir obtenu un mandat clair pour son programme : 57 % des électeurs n'ont pas voté pour lui. Ceci peut être un facteur déterminant pour l'évolution future des Etats-Unis à court terme si la récession continue de faire grimper la courbe du chômage.

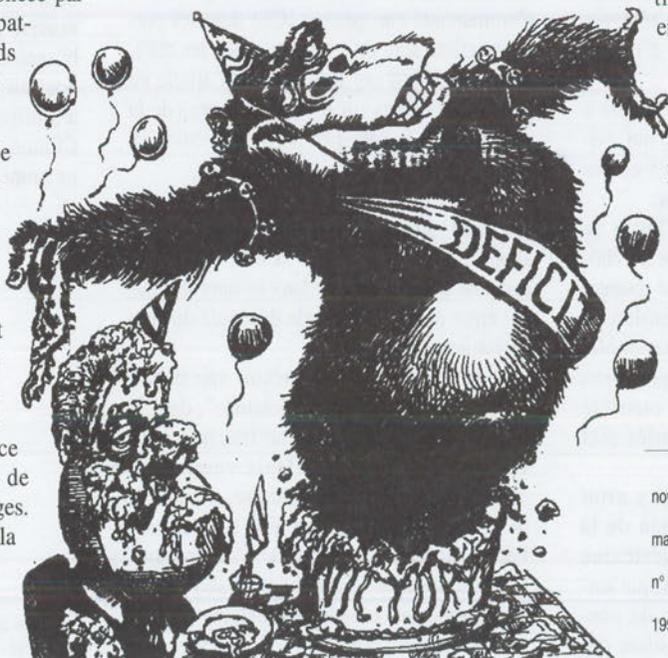
Les démocrates ont gagné un seul siège au Sénat. Ils en ont perdu neuf au Congrès. Un quart de ses nouveaux élus sont issus de la génération de 68, et dans l'ensemble, ce renouvellement a permis l'arrivée d'un nombre important de femmes, de Noirs et de Latinos.

Pour la première fois depuis douze ans, le parti du président sera majoritaire à la Chambre des représentants, qui sera prêt aussi à aller plus loin que Clinton dans la voie du changement. A noter également, la réélection symbolique du représentant socialiste du Vermont, Bernie Sanders.

Robert Reich, le conseiller économique de Clinton, a expliqué que la crise économique aux Etats-Unis est principalement due à des causes structurelles, comme le vieillissement des infrastructures construites dans les années 40 et 50 et la dévalorisation de la force de travail qui ont entraîné une stagnation de la productivité de l'économie, face à la concurrence japonaise et européenne.

Les transferts de revenus à la Reagan ne servent à rien si le capital ainsi constitué part à l'étranger.

L'objectif, selon Reich, reste le renouvellement des infrastructures, comme la création d'un réseau national de communications en fibres optiques, et l'investissement en un "capital



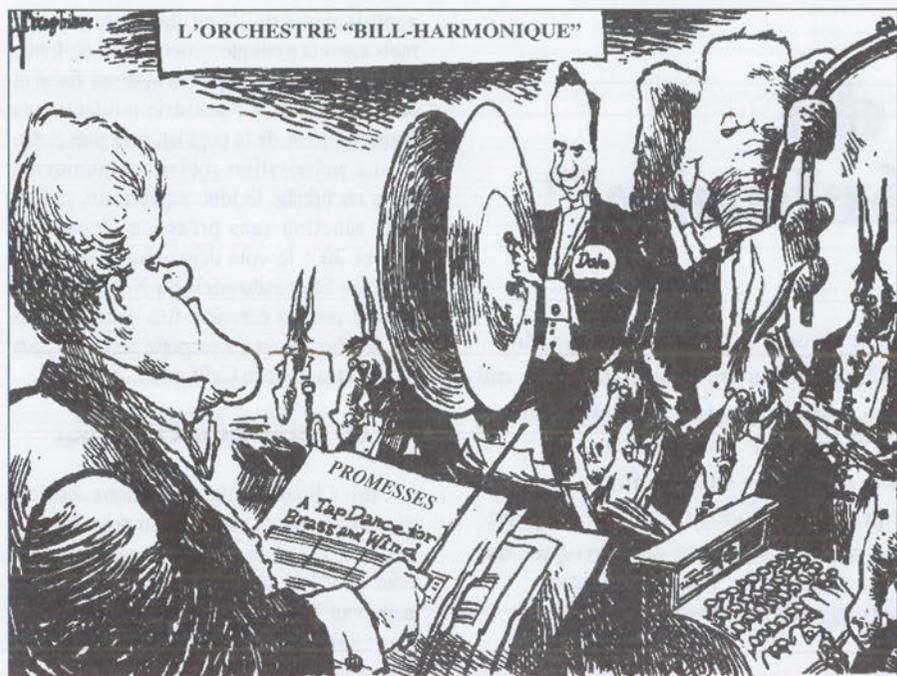
1) Voir *Inprecor* n° 361 et 362 du 23 octobre et du 6 novembre 1992.

2) Voir *Inprecor* n° 346 et 352 du 14 février et du 8 mai 1992.

3) Sur l'ouvrage de Francis Fukuyama, voir *Inprecor* n° 349 du 27 mars 1992.

4) Voir *Inprecor* n° 352 et 353 du 8 mai et du 22 mai 1992.

5) Voir *Inprecor* n° 357 du 17 juillet 1992.



humain", par le biais d'une politique de formation et de santé. L'objectif à court terme est l'augmentation de la demande.

Cela suppose un programme d'investissements publics annuels de 20 000 millions de dollars et une réforme fiscale encourageant les nouveaux investissements et la création d'entreprises. Mais, parallèlement, Clinton a promis une réduction du déficit public, des coupes dans les dépenses militaires, la restructuration de l'administration, et l'augmentation des impôts sur les plus gros revenus.

Le plan économique de Clinton a été soutenu par 555 économistes. Mais il comporte des faiblesses évidentes. Le budget fédéral, sans les dépenses militaires, a augmenté dernièrement de 10 % par an, et le programme de Clinton suppose qu'il augmente encore davantage, avec une anarchie monétaire qui a fait augmenter les réserves bancaires de 20 %, avec des taux d'intérêt pratiquement nuls.

D'ici à douze mois on peut s'attendre à un conflit avec la Réserve fédérale, qui exigera des taux d'intérêt plus élevés et des garanties de rééquilibrage budgétaire.

D'autre part, les mesures de Clinton ne modifieront pas forcément la courbe du chômage, qui est la conséquence d'une restructuration sans précédent et de l'extension de la récession à l'économie internationale, mais elles peuvent provoquer un processus de resyndicalisation de la classe ouvrière américaine — seuls 15 % des salariés sont aujourd'hui syndiqués.

Pour sortir de l'impasse, il peut y avoir une solution : accélérer la création de la zone de libre échange nord-américaine (NAFTA) avec le Canada et le Mexique surtout, qui permettrait une expansion du marché intérieur, et entraînerait une baisse des

salaires moyens (6). Quelle que soit la stratégie adoptée, elle suppose que le rapport de forces social soit bousculé. A cet égard, Clinton symbolise l'ambiguïté de la période actuelle, plutôt qu'une solution.

Vers la gestion du "désordre international"

Durant ces six derniers mois, l'administration Bush s'est avérée incapable de tirer profit de sa position hégémonique pour mettre un terme aux conflits ou éviter que de nouveaux foyers de tension n'éclatent. Clinton aborde l'"après-guerre froide" en s'engageant à donner la priorité aux intérêts de l'économie américaine par la réduction des dépenses militaires. Cela augure d'une exacerbation des contradictions inter-impérialistes entre les Etats-Unis, le Japon et la Communauté européenne (CE) dont les premiers effets sont déjà apparus avec les difficultés de l'Uruguay Round (voir l'article en p. 9) et les débats sur les conséquences de la réduction de la présence nord-américaine en Europe et en Méditerranée.

La diminution du recours au chantage nucléaire comme argument diplomatique ne supprime pas pour autant la nécessité d'une capacité d'intervention dans le tiers-monde, qui entre dans une seconde décennie de paupérisation généralisée.

On ne peut pas plus prévoir une stabilisation de l'ancien "bloc socialiste", dont la transition au capitalisme ne trouve pas de voie royale. Les Etats-Unis voient leur marge de manœuvre se réduire, comme le prouve le volume de leur aide à l'ancienne URSS, comparée à celle de l'Allemagne, leur attitude dans le conflit yougoslave, ou le défi permanent de Saddam Hussein.

Clinton a promis de s'intéresser aux

droits de l'homme, héritage de l'administration Carter. L'attitude face à l'émigration haïtienne a déjà changé.

Mais, face au désordre mondial croissant, la gestion internationale ne peut se résumer à une prolongation de la politique étrangère nord-américaine : étant donné leur faiblesse, les Etats-Unis devront définir des zones prioritaires de défense de leurs intérêts, et renégocier les termes du partenariat inter-impérialiste, dans le cadre d'une concurrence commerciale accrue.

Le discours moral peut passer par une redécouverte des organisations internationales et de la sécurité collective ; mais on ne peut pas rester la plus grande puissance impérialiste mondiale sans faire ses preuves, qui plus est, dans un monde totalement chaotique. La politique étrangère occupera Clinton plus qu'il ne l'avait prévu.

Cent jours pour aborder une "ère nouvelle"

Dans l'imaginaire social, les fantasmes les plus dangereux sont ceux qui prônent le retour à un passé idyllique. Or les Nord-Américains ont voté pour la restauration du rêve de la croissance économique ininterrompue.

Pour répondre à ces attentes, Clinton s'est donné cent jours pour inaugurer une "ère nouvelle" : la fin des discriminations raciales et sexuelles dans l'armée (voir l'article en p. 26) ; la restauration des droits des femmes, notamment en ce qui concerne l'avortement ; l'instauration d'un code éthique qui mette un terme à la corruption qui a miné les institutions fédérales, dont le Congrès ; et un investissement public de 20 000 millions de dollars pour relancer l'économie.

Ce modèle "à la Roosevelt" de "présidence active", dans un contexte qui reste marqué par la récession mondiale et l'affaiblissement de l'hégémonie nord-américaine, pourrait bien conduire les Nord-Américains à s'affronter au cynisme du bonapartisme. Clinton, tel Pandore, a ouvert une boîte qu'il ne saura comment refermer. ★

Madrid, 14 novembre 1992

6) Voir *Inprecor* n° 339 du 25 octobre 1991 et n° 357 du 17 juillet 1992.

Pour quelques parts de marché

Les négociations actuelles au sein de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) s'effectuent dans le cadre de l'Uruguay Round — elles ont commencé à Punta del Este, en Uruguay, le 15 septembre 1986 (1). Ce "round" représente une négociation globale pour "libéraliser" le commerce mondial, abaisser les droits de douanes et des "contingents" (restrictions quantitatives) dans deux domaines : l'agriculture et les services.

Nicolas BENIES



L'ABOUTISSEMENT de cette négociation a déjà été reporté à plusieurs reprises et devrait s'effectuer à la fin de l'année 1992. Pour l'instant, c'est le dossier de l'agriculture qui retient l'attention, et la

position de la France qui veut éviter, à quelques mois des élections législatives, une jacquerie paysanne, mais sur le dossier des services ce sont les Etats-Unis qui sont en position d'accusés.

Le GATT avait été signé en 1948 ; son but est de parvenir au libre échange. Au départ, 28 pays participaient à ce "code de bonne conduite", qui n'est pas une organisation internationale, comme on le croit bien souvent. Ils sont 102 aujourd'hui, dont la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie et même Cuba !

Les "rounds" sont des négociations globales. Il y eut d'abord le Kennedy round (1964-1967) : 50 pays décidèrent, à l'initiative des Etats-Unis, de baisser leurs droits de douane de 35 % en moyenne. Il fut suivi par le Tokyo round (1973-1979), d'abord appelé Nixon round, qui réunit 97 pays, et décida d'abaisser les subventions aux exportations de produits industriels, d'élaborer un "code des normes" (nécessaire pour éviter les limitations dites qualitatives) qui n'a toujours pas vu le jour, et d'ouvrir les marchés publics à la concurrence étrangère, ce qui s'est réalisé à pas comptés.

Ce rappel montre que ces négociations durent et qu'elles ne sont pas forcément suivies d'effets. Dans le cadre du Tokyo round, l'entrée dans la crise économique, en 1974, changea les données du problème et provoqua

le repli sur soi des différents pays et une certaine montée du protectionnisme.

Le round actuel, dont la fin est reportée d'année en année, soit à cause du gouvernement américain, soit à cause des gouvernements européens, porte sur deux secteurs : l'agriculture et les services. Le dossier agricole oppose la Communauté économique européenne (CEE), d'un côté, et les Etats-Unis, de l'autre, le Japon n'ayant pas d'intérêts propres à défendre. Il reste dans sa zone et n'appartient pas aux grands courants d'échanges mondiaux. Ce dossier a pris, en ces mois d'octobre et de novembre 1992, une acuité particulière.

Les négociations actuelles

Le gouvernement nord-américain veut imposer une diminution de sa production d'oléagineux à la CEE. Il lui demande une réduction de sa production de 3 millions de tonnes, ce qui « aboutirait à la mise en jachère de plus d'un million d'hectares. Ou à la transformation de ces surfaces en terre à céréales supplémentaires » (2). La conséquence en serait soit l'augmentation du "gel des terres", déjà mis en œuvre en Europe, soit la hausse des excédents de céréales que la réforme de la Politique agricole commune (PAC) se donne pour but de limiter.

Devant le refus de la France d'une telle solution, mais aussi de l'Italie, de la Belgique (qui craint pour ses betteraves sucrières), et même de l'Allemagne, gros producteur de colza, les Nord-Américains ont décidé d'instaurer des "sanctions", une hausse des droits de douane (200 %) sur un certain nombre de produits agricoles européens, dont le vin blanc français. A l'ordre du jour, des contre-sanctions de la part des Européens. Du coup on parle de "guerre économique"... qui a déjà commencé !

Le marché des produits agricoles est un marché saturé. Le seul élargissement possible se trouve dans les pays du tiers

monde... qui sont insolubles ! De ce fait, l'unique solution consiste, pour les Etats-Unis comme pour les pays de la CEE, à prendre mutuellement des parts de marché. Paradoxalement, l'augmentation de la productivité agricole et les bonnes récoltes provoquent la crise et l'exacerbation de la concurrence.

Les Etats-Unis sont le premier exportateur mondial, avec 11,8 % du marché, et la CEE arrive en seconde place avec 11 % (chiffres de 1991) ; les deux concurrents ne peuvent donc que s'opposer dans la conquête des marchés. Quelque soit le résultat de la négociation actuelle, compromis ou pas, ce dossier ne peut pas être réglé, il repose sur des contradictions d'intérêts trop profonds. Le débat n'oppose pas les libéraux aux protectionnistes, comme le fait croire une certaine presse (et la propagande américaine), mais deux exportateurs.

Il se double d'un autre débat, peut-être plus important pour l'avenir de l'agriculture que la stricte limitation des productions d'oléagineux, celui du régime des subventions. Tous les pays capitalistes développés subventionnent leur agriculture — le prix du marché mondial ne permettant pas de conserver des agriculteurs — mais de manière différente. Le gouvernement des Etats-Unis préfère la baisse des prix intérieurs, en prenant en charge, par le budget, la différence par rapport au prix du marché mondial (le *deficiency payments*), alors que la PAC se traduit par un prix minimum garanti aux agriculteurs, dit "prix d'intervention". Le prix payé par les consommateurs européens est, de ce fait, plus élevé. Le budget de la PAC représente environ 70 % du budget communautaire. C'est donc une politique qui coûte cher et qui provoque désormais des excédents.

La réforme de la PAC

La CEE a donc décidé de démanteler la PAC à partir du 1er janvier 1993, ce qui veut dire qu'elle va transformer le mode de calcul des subventions, et adopter un système à la nord-américaine. Cette réforme a été présentée, en France, et seulement en France, comme étant liée aux négociations du GATT, et sous la pression des Nord-Américains. Or c'est faux !

Ce démantèlement était prévu, et il n'est absolument pas une concession européenne. Le gouvernement américain ne s'y est d'ailleurs pas trompé qui réclame la baisse unilatérale des subventions de la CEE à ses agriculteurs !

1) Voir *Inprecor* n° 346 du 14 février 1992. Voir aussi Nicolas Bénies, *L'après-libéralisme*, Editions La Brèche, Paris.

2) *Le Canard enchaîné*, 11 novembre 1992. Voir l'article de Claude Roire, qui cite les simulations réalisées à Bruxelles sur les conséquences possibles d'un compromis avec les Américains.

Cette réforme aura pour résultat de mettre les prix européens au niveau des prix mondiaux, en particulier pour les céréales, à l'horizon 1995-1996, provoquant du même coup une accélération du remembrement et donc de l'exode rural. Jean Boissonnat, rédacteur en chef de l'hebdomadaire économique *L'Expansion*, écrivait, le 4 juin 1992, sans aucun état d'âme, que « sur un peu plus d'un million d'exploitations, environ 300 000 devront disparaître » !

La question n'était pas de défendre la PAC telle qu'elle existait jusque là, mais de définir un système de subventions lié à la défense de l'environnement. Le "gel des terres", *nec plus ultra* de la politique agricole européenne, qui permet aux agriculteurs de toucher des subventions pour arrêter de travailler la terre, est un non-sens économique, au moment où la famine et la disette sévissent, et un non-sens écologique parce qu'il se traduit par l'intensification de l'agriculture restante.

Divergences européennes

Les négociations actuelles sur ce dossier ont mis en évidence les divergences entre les gouvernements européens. *Le Canard Enchaîné*, hebdomadaire satirique français, du 11 novembre 1992, raconte les angoisses du président de la Commission européenne, Jacques Delors, et du gouvernement français face à la menace qu'aurait représenté une initiative de John Major, actuel président de la CEE, pour relancer les négociations dans un sens favorable aux Nord-Américains. Finalement elle n'a pas eu lieu, mais le problème demeure. Il faut rappeler que le Parlement anglais n'a toujours pas ratifié les accords de Maastricht, attendant le deuxième référendum danois, dont personne ne sait s'il aura lieu.

Les divergences sont profondes au sein des conservateurs britanniques dont une partie non négligeable juge nécessaire de rompre avec la politique libérale mise en œuvre par Margaret Thatcher et poursuivie par John Major. La victoire de Clinton, aux Etats-Unis repose la question d'un changement d'orientation. Le traité de Maastricht, construction libérale, est aujourd'hui très fortement remis en cause. Certains prétendent même qu'il serait mort-né.

Le couple franco-allemand, à la base du Traité de Rome de 1957 et de la construction communautaire, est de plus en plus déchiré par des intérêts profondément contradictoires. L'Allemagne a besoin des marchés américains, et elle est prête à brader les intérêts des agriculteurs français pour aboutir à un compromis, alors que le gouvernement français est obligé de prendre en compte ses agriculteurs, ainsi qu'une industrie agro-alimentaire touchée, pour la première fois, par

la récession et qui a besoin de trouver de nouveaux marchés — d'autant que ceux d'Europe de l'Est s'écroulent avant même d'exister.

Plus que sur les accords du GATT, l'actualité braque ses feux sur l'avenir de la construction européenne.

Pour comprendre les enjeux de ces négociations, il faut garder à l'esprit qu'elles sont "globales", et donc que l'accord ou le compromis devra se réaliser sur les exportations agricoles et sur les exportations de services. Or, dans ce domaine ce sont les Etats-Unis qui se refusent à ouvrir leurs frontières !

Le dossier des "invisibles"

Le dossier des services, appelés aussi les "invisibles" parce qu'ils se traduisent par des entrées ou des sorties de devises sans contrepartie visible, a pour but, au départ, d'exiger des pays dits du tiers monde — en particulier, ceux d'Amérique latine et d'Asie — l'ouverture de leurs marchés aux services des pays capitalistes développés.

Dans le premier temps, l'Argentine, le Brésil et le Mexique refusent. Ils savent que cette ouverture provoquerait une faillite possible de leur propre secteur des services, comme l'informatique ou la communication (les télécommunications notamment). Pour que leurs entreprises se développent, ces pays ont besoin de les protéger et donc de continger les exportations provenant des pays développés.

Mais le tournant effectué par les gouvernements argentin, brésilien et mexicain vers le libéralisme rendent plus faciles ces négociations — contrairement à ce qui se passerait avec les pays d'Asie du Sud-Est. Ces pays latino-américains ont accepté d'ouvrir leurs frontières, d'autant que le gouvernement mexicain vient de signer un accord avec le gouvernement nord-américain (ainsi que canadien) constituant une zone de libre échange, dite North American Free Trade Agreement (NAFTA), vers laquelle lorgnent le Brésil et l'Argentine, cette dernière étant engagée dans le Mercosur, sorte de marché commun du cône Sud (3).

Le débat, de nouveau, oppose donc les Etats-Unis et la CEE, plus particulièrement la France qui voudrait que le gouvernement nord-américain facilite l'accès de son marché aux télécoms français, ce qu'il refuse, voulant protéger son secteur du téléphone et de la communication de la concurrence étrangère.

On le voit, le compromis est loin d'être réalisé. Des négociateurs ont prétendu que si l'accord était signé, il se traduirait par 200 milliards de dollars de plus dans le commerce mondial. Hormis le fait qu'aucune étude sérieuse ne vient corroborer ce chiffre, il

n'est pas crédible — il y aura forcément un vaincu et, donc, globalement, le commerce mondial n'augmentera pas.

Accord ou pas, l'exacerbation de la concurrence est due à la récession elle-même, qui secoue les économies, depuis 1990 pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

Certains prétendent que c'est la plus grande crise depuis les années 30, et c'est vrai pour certains secteurs. La cause conjoncturelle principale réside dans la baisse de la consommation qui touche tous les pays capitalistes développés. Le commerce mondial en est affecté qui connaît une diminution de son taux de croissance.

Plus globalement, ce compromis s'éloigne avec l'arrivée de Bill Clinton. Traditionnellement les démocrates sont plus protectionnistes que les républicains, et plus sensibles aussi aux pressions de la bureaucratie syndicale qui voit dans la fermeture des frontières une manière de conserver l'emploi dans les usines américaines. De plus Clinton s'est donné pour tâche de lutter contre le déclin des Etats-Unis — qui est une réalité tangible que la guerre du Golfe avait voulu dissimuler sans vraiment y parvenir (4) — par une politique agressive vis-à-vis des autres pays capitalistes développés. On ne peut donc pas s'attendre, contrairement à ce qu'a prétendu le ministre français de l'Agriculture, Jean-Pierre Soisson, à ce que la nouvelle administration américaine mette en place une politique plus "libre-échangiste".

Fondamentalement, ce retour du protectionnisme est aussi une conséquence de la récession qui sévit aux Etats-Unis comme dans les autres pays capitalistes développés (le Japon et l'Allemagne sont désormais entrés dans la récession en 1992), et qui se traduit, comme à chaque fois, par le "chacun pour soi".

Ce protectionnisme prend des formes nouvelles, dues au fait que le marché mondial est désormais partagé en trois zones, dominées par les trois grandes puissances : les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne, mais il se met en place. Contrairement à ce que croyaient ou voulaient croire beaucoup de commentateurs, ces trois zones ne se traduisent pas mécaniquement par le libre-échange mondial ! ★

15 novembre 1992

3) Voir *Inprecor* n° 347 du 28 février 1992.

4) Voir *Inprecor* n° 346 du 14 février 1992 et l'article de Gustavo Buster en p.7.

Un demi-million dans la rue



Plus d'un demi-million de personnes ont manifesté dans toute l'Allemagne, le 9 novembre 1992, anniversaire du pogrom antisémite de la Nuit de cristal, perpétré par les nazis en 1938, et pour protester contre les violences racistes de ces dernières semaines (1).

Le 14 novembre, 200 000 personnes sont descendues dans les rues de Bonn, à l'appel, cette fois, des Faucons — organisation de jeunesse liée au Parti social-démocrate allemand (SPD) —, des Verts, des syndicats, des anciennes coordinations du Mouvement pour la paix, de mouvements antiracistes et antifascistes, de l'extrême gauche et du Parti du socialisme démocratique (PDS, ancien PC). Les initiateurs avaient convoqué cette marche pour défendre la droit d'asile, en soutien aux "fugitifs" et contre le racisme. Pour certaines organisations, il s'agissait aussi de faire pression sur le SPD, à la veille de son congrès extraordinaire, pour qu'il ne ratifie pas l'amendement à la Constitution proposé par le gouvernement visant à restreindre le droit d'asile.

Finalement, le 17 novembre, les délégués au congrès social-démocrate ont ratifié la proposition de leur président, Bjorn Engholm, et ratifié à une très large majorité le projet constitutionnel de réforme du droit d'asile ainsi que le principe de la participation de la Bundeswehr à des opérations de "maintien de la paix" hors de ses frontières.

David MÜLLER



LA PLUS grande manifestation pour l'anniversaire de la Nuit de cristal a été, de loin, celle de Berlin, le 8 novembre 1992. Elle était impressionnante non seulement à cause du nombre de participants — 300 000 environ — mais aussi à cause du large éventail d'organisations qui la soutenaient, de l'Union démocrate-chrétienne (CDU, le parti dominant dans le gouvernement fédéral de droite) au Parti du socialisme démocratique (PDS, descendant de l'ancien parti au pouvoir en Allemagne de l'Est). Le seul parti à ne pas y participer a été l'Union social-chrétienne — parti bavarois de la CDU, encore plus à droite et qui est de plus en plus tenté de jouer la carte du racisme.

C'est la CDU qui a lancé cette initiative — ce qui peut paraître surprenant lorsque l'on connaît la politique menée par ce parti

contre les réfugiés, depuis 1986. Ce changement d'attitude dans le camp de la bourgeoisie — certes limité — s'explique par plusieurs facteurs.

D'abord, la droite est préoccupée, comme elle l'a dit maintes fois, par l'« image de l'Allemagne dans le monde ». Les investissements allemands et les investissements en Allemagne ne peuvent pas être compromis par une mauvaise réputation.

Ensuite, la droite est sensible à l'état d'esprit de ses électeurs, issus du camp conservateur ou social-démocrate. La plupart sont favorables à une expulsion des réfugiés voire souvent racistes. Mais, en même temps, ils rejettent l'aspect terroriste des fascistes. Cela signifie que le gouvernement ne peut plus compter que sur les divisions et la répression attisées par le racisme. Il a besoin de faire appel à la "démocratie".

Une autre raison qui explique l'initiative de la CDU est le nouveau rôle joué aujourd'hui par les fascistes en Allemagne. Tant que les petits groupes de nazis pouvaient être utilisés comme une sorte de "groupe de pression" pour les objectifs des classes dominantes — notamment pour changer le paragraphe de la Constitution qui garantit le droit d'asile —, la plupart des

hommes politiques de droite étaient bien contents d'expliquer qu'il fallait « comprendre les gens qui faisaient preuve de compréhension envers les jeunes » qui attaquent les foyers de réfugiés.

Mais depuis les actions entreprises contre des mendiants, des prostituées — notamment à Dresde — et des réfugiés, les fascistes semblent en mesure de poser la première pierre d'un nouveau mouvement de masse dans les territoires de l'ancienne République démocratique allemande (RDA). En même temps, ils ont gagné une nouvelle base sociale. A l'Ouest, ils sont surtout soutenus par les classes moyennes, mais à l'Est, les fascistes font aussi des incursions parmi les étudiants et les travailleurs.

Les groupes fascistes ont tiré profit de la propagande du gouvernement contre le droit d'asile et contribué de façon décisive au climat raciste qui dure depuis quelques mois. La classe dominante et ses partis ont n'ont guère intérêt à voir émerger un mouvement fasciste qui ne serait plus minoritaire comme avant. Cela pourrait entraîner une perte massive de voix pour les partis conservateurs tout comme une réaction de la gauche.

Il n'est donc pas surprenant que la manifestation ait choisi un mot d'ordre flou — l'article 1 de la Constitution : « La valeur de l'être humain est sacro-sainte. »

Dans son discours, le président allemand Weizsäcker a dénoncé la violence « de droite comme de gauche ». Il n'a pas dit un mot sur les racines de cette violence ni sur la responsabilité de son parti. La manifestation n'avait pas pour objectif de condamner sa propre politique mais de faire bonne impression partout dans le monde.

Le discours de Weizsäcker a été aussi l'occasion pour plusieurs centaines d'"autonomes" — un courant semi-anarchiste qui réalise des squatts et qui a gagné un certain soutien grâce à ses activités antifascistes — de le traiter d'« hypocrite » et de lui lancer des œufs pourris et des tomates.

Pour le droit d'asile

Si on peut fort bien comprendre de tels sentiments, cette attaque contre le président a constitué une faute politique grave, et a donné l'occasion aux médias de parler des « casseurs de droite et de gauche qui menacent la démocratie ».

Pire encore, le grand succès de la manifestation a été, en fait, totalement dissimulé. Entraîner 300 000 personnes dans une marche contre le racisme est déjà significatif, mais c'est encore plus impressionnant lorsque l'on sait que la plupart des banderoles et des pancartes exigeaient le respect du droit d'asile. La gauche a réussi à retour

1) Voir *Inprecor* n° 354, 358 et 361, des 5 juin, 11 septembre et 23 octobre 1992.

ner les projets de la bourgeoisie, qui voulait une démonstration de ses propres vertus, pour en faire une manifestation contre la politique bourgeoise. Ce succès a été obtenu malgré les œufs et les tomates.

Si les politiciens bourgeois ne peuvent pas proclamer que le succès de cette manifestation leur revient exclusivement, ils peuvent cependant crier à tort et à travers contre la « populace » — comme le chancelier Kohl — et contribuer ainsi à rendre l'atmosphère plus tendue. Le maire de Berlin, Diepgen, a demandé l'arrestation d'un jeune parce qu'il avait traité le président d'hypocrite.

Ne pas baisser les bras !

Mais il faut aussi souligner les aspects positifs de cette manifestation. Une partie de la jeunesse a compris que la situation des immigrés nécessitait une mobilisation unitaire contre les fascistes.

Cela est aussi clairement apparu dans les autres manifestations qui ont eu lieu ailleurs en Allemagne — 40 000 personnes à Stuttgart ; 20 000 à Hanovre (surtout contre les restrictions sociales) ; entre 8 et 10 000 à Mannheim, etc.

Il faut donc se battre pour la concrétisation d'actions unitaires avec tous ceux qui sont prêts à agir — d'abord pour l'auto-défense, que même Wieszäcker a mentionné en passant.

Il faut œuvrer à la constitution de groupes antiracistes qui défendent l'égalité civile et sociale pour les immigrés et les réfugiés. Il faut suivre attentivement l'évolution de la jeunesse d'origine immigrée.

Des manifestations comme celle du 9 novembre ne peuvent pas stopper à elles seules les nazis. Elles peuvent, par contre, neutraliser les tendances à un renforcement autoritaire de l'Etat. En effet, de plus en plus de voix s'élèvent aujourd'hui dans le camp de la bourgeoisie pour exiger une ligne dure « contre, à la fois, la droite et la gauche ». Le chancelier Kohl a déjà évoqué la menace d'un "état d'urgence" si le SPD n'acceptait pas le changement qu'il propose concernant le droit d'asile. Dans la mesure où le renforcement de l'Etat se fera plutôt à droite, les attaques les plus dures viseront sûrement la gauche et le mouvement ouvrier.

Si la gauche radicale parvient à développer une stratégie antiraciste, elle sera à même de mieux prévenir un tel tournant. Une telle stratégie doit proposer une alternative au système social actuel et éviter les erreurs qui avaient conduit à l'ascension de Hitler en 1933. Il faut une offensive unitaire et efficace contre la terreur de droite. ★

Berlin, 11 novembre 1992

Mobilisation antiraciste et antifasciste

Le 9 novembre 1938, des centaines de synagogues étaient détruites, des milliers de commerces juifs réduits en poussière, des milliers de juifs traqués, expulsés et assassinés. La Nuit de cristal constituait le premier pogrom antisémite de l'Allemagne nazie et préfigurait la "solution finale" d'Hitler.

A l'occasion de l'anniversaire de la Nuit de cristal, plusieurs initiatives ont eu lieu, en Europe, contre le racisme et le fascisme qui, 50 ans après, continuent de répandre haine et violence (voir *Inprecor* n° 355 du 19 juin 1992). D'autre part, le Réseau antiraciste pour l'égalité en Europe a lancé, le 9 novembre, une initiative pour faire du 21 mars, la journée mondiale contre le racisme (voir encadré en p. 13).

ALLEMAGNE

300 000 personnes ont manifesté à Berlin, le 8 novembre, à l'appel de tous les partis bourgeois.

Le 9 novembre, des actions et des manifestations ont eu lieu dans toutes les grandes villes du pays.

Le 14 novembre, une manifestation antiraciste a rassemblé 200 000 personnes contre toute modification de l'article 16 de la Constitution. A l'appel de Bundes Deutschland, de SOS Rassismus et d'une large coordination d'associations antiracistes, antifascistes, de réfugiés, d'immigrés, etc., cette manifestation a reçu le soutien de militants du SPD et des Jeunesses socialistes qui refusent de voir leur parti abandonner le droit d'asile (voir l'article en p.11).

BELGIQUE

Près d'un millier de personnes ont manifesté à Liège, le 9 novembre, à l'appel du Front antifasciste et de la Coordination générale liégeoise du 22 mars. L'appel à cette manifestation notait que « 54 ans après [le 9 novembre 1938], les démons de l'antisémitisme, du racisme et du fascisme paraissent à nouveau. Rappelons-nous les meurtres anti-arabes en France, les violations de cimetières juifs en Hollande, en France et en Allemagne, les attentats anti-immigrés en Italie. Et en Belgique, les ratonnades du Vlaams Blok, à Anvers, les commandos de l'Assaut lors de la manifestation du 22 mars, les agressions d'Agir pendant la campagne électorale. (...) Pour nous, l'heure de la contre-offensive est venue. » Lors du meeting qui a précédé la manifestation, le Front antifasciste de Liège a dénoncé la responsabilité des partis au gouvernement, le Parti socialiste et le Parti social-chrétien, qui par leur politique d'austérité et de restriction du droit d'asile, favorisent les réflexes racistes.

A Bruxelles, un rassemblement antiraciste et antifasciste était également prévu, à l'appel du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie (MRAX), et soutenu par une cinquantaine d'organisations et associations, pour le respect du droit d'asile et pour l'égalité des droits.

FRANCE

Près de 2 000 personnes ont participé, dimanche 8 novembre au meeting et au concert antifasciste Black-Blanc-Beur, organisé par l'Appel des 250, contre la haine raciste et fasciste du Front national qui fêtait, lui, au même moment, ses 20 ans d'existence.

C'est à l'occasion de la fête du FN que plusieurs journalistes ont été molestés par des militants, après que le leader du FN ait donné le feu vert à une campagne de haine contre les médias et qu'un autocollant, portant l'inscription « Si tu crois un journaliste, gifle-le ! Si tu ne sais pas pourquoi, lui le sait ! », ait été distribué.

Le 9 novembre, un meeting antiraciste à l'appel de SOS-Racisme, du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les





peuples (MRAP), de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) et de la Ligue des droits de l'homme (LDH) a été organisé à Paris, sur les thèmes de la mémoire et de l'égalité des droits. L'appel commun affirmait notamment : « Les antiracistes, les démocrates, observent avec inquiétude dans nos pays d'Europe la recrudescence des actes de racisme et même des manifestations néonazies : attaques violentes de foyers d'immigrés, de réfugiés, destruction de tombes juives, inscriptions à la gloire de Hitler. »

GRANDE-BRETAGNE

Les 7 et 8 novembre, était prévue une série d'initiatives, à Londres, contre la violence raciste, organisées par l'Alliance antiraciste. De plus, le 21 novembre une manifestation nationale est organisée contre l'Asylum Bill, qui restreint le droit d'asile (voir *Inprecor* n° 342 du 6 décembre 1991), à l'appel du Comité des réfugiés pour le droit d'asile (Refugees Ad Hoc Committee for Asylum Rights).

DANEMARK

A l'appel du réseau antiraciste de Copenhague, une manifestation a eu lieu le 7 novembre. Ce réseau regroupe les Etudiants contre le racisme, les Syndicats contre le racisme, la Confédération des associations d'immigrés (IND-sam), DEMOS, l'Action antifasciste, Fair Play '91 (initiative large pour les droits des immigrés), un groupe actif d'anciens résistants, l'Initiative commune contre le racisme, et d'autres organisations. Par ailleurs, la manifestation a reçu le soutien de la Jeunesse social-démocrate et la Liste d'unité ("rouge et verte").

ITALIE

De grandes manifestations antiracistes ont eu lieu, le 9 novembre, dans une trentaine de villes, à l'initiative des étudiants. La plus importante a eu lieu à Rome ; près de 60 000 étudiants y ont participé. A la tête du cortège, se trouvaient d'anciens déportés des camps d'extermination nazis. A Milan, ce sont plus de 15 000 étudiants qui ont défilé dans le centre de la ville.

Le 22 octobre 1992, un concert antiraciste avait rassemblé 200 000 personnes, à Rome.

HOLLANDE

Un rassemblement unitaire de protestation antiraciste a eu lieu, à l'appel du Comité Kristalnachtherdenking, le 9 novembre, à Amsterdam.

POLOGNE

A l'appel du Comité de la jeunesse alternative et du Front antinazi, près de 500 personnes ont défilé, à Wroclaw, contre le fascisme et le racisme. La police est intervenue pour disperser la manifestation et plusieurs personnes ont été arrêtées. ★

Appel à la mobilisation européenne

« Tous les pays européens connaissent une flambée de racisme et de xénophobie, sur fond de chômage, d'exclusions sociales et culturelles.

» Dans ce contexte, la tentation est forte de désigner à la population des bouc-émissaires à tous les problèmes. Les citoyens de couleur, les immigrés, ainsi que les minorités ethniques.

» Les gouvernements qui remettent en cause le droit d'asile encouragent la démagogie xénophobe en cédant à cette logique du bouc-émissaire.

» Nous, militants antiracistes en Europe, voulons que les problèmes économiques, politiques et sociaux soient traités à leurs racines.

» Nous nous engageons à coordonner nos efforts pour construire l'Europe que nous voulons.

● Une Europe fondée sur la citoyenneté et l'égalité des droits pour tous ses habitants.

● Une Europe engagée dans la défense des droits de l'homme, respectueuse du droit d'asile, et qui combatte toutes les formes de discrimination.

● Une Europe qui, se sachant riche, soit ouverte à la coopération et à la solidarité entre les peuples.

» Pour que cette Europe voie le jour, nous savons qu'il faut mobiliser les opinions publiques contre le racisme et pour l'égalité, comme nous l'avons fait partout en 1992.

» Ainsi, nous nous engageons à donner un caractère européen à toutes les manifestations qui vont se dérouler cet automne.

» Ce 9 novembre 1992, nous lançons une campagne de mobilisation européenne pour faire du 21 mars 1993, journée mondiale contre le racisme, une journée de mobilisation simultanée dans nos pays.

» C'est pourquoi ce 9 novembre, anniversaire de la Nuit de cristal, qui signifie le début de l'extermination des juifs dans toute l'Europe, également date anniversaire de la chute du Mur de Berlin, qui signifie le regain des aspirations démocratiques des peuples d'Europe : nous lançons une campagne européenne pour faire du 21 mars 1993, journée mondiale contre le racisme, un temps fort de mobilisation antiraciste, simultané dans nos différents pays. La situation nouvelle est riche de tensions et de dangers. L'Europe peut basculer dans la barbarie. Ce que nous refusons.

» Au long de l'année 1992 dans toute l'Europe, de nombreuses forces se sont mobilisées contre le racisme et pour l'égalité des droits. Nous les appelons à signer notre appel et à engager ensemble, dès maintenant, la mobilisation. » ★

Signataires : Anti-Racist Alliance (Grande-Bretagne), Anti-Racistische Informatie Centrum (Hollande), Appel des 250 (France), ARCI (Italie), CEDETIM (France), Centre d'Informacio per els Treballadors Estrangers (Etat espagnol), Comisiones Obreras (Etat espagnol), Coordination nationale des déboutés du droit d'asile (France), Die Brücke (Belgique), Diversi ma Insieme (Italie), Fédération des associations de soutien aux travailleurs immigrés (France), Forum Bundes Deutschland SOS-Rassismus (Allemagne), Forum des migrants (Belgique), Indvandreforeningernes Sammenslutning i Danmark (Danemark), Kölner Appel (Allemagne), La voix des femmes (Belgique), Landelijk Initiatief 21 maart (Hollande), Morgenraun (Allemagne), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (France), Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie (Belgique), Nero e non solo (Italie), SOS-Racisme (Etat espagnol, France, Portugal), Standing conference on Racial Equality (Grande-Bretagne, Italie), Stoppa-Racisme (Suède), United for Intercultural Action (Hollande).



LE DOCUMENT qui suit est une version révisée d'un exposé que Walden Bello a présenté à San Francisco, le 30 juillet 1992, lors d'une réunion publique organisée par le FOPA. Depuis sa publication dans *Philippine Alternatives*, aux Etats-Unis, ce rapport a été reproduit dans deux autres revues de la gauche philippine : *Debate*, publié aux Pays-Bas, et *Kasarinlan*, publiée à Manille-Quezon City.

Cet intérêt s'explique aisément. Bello ne donne pas seulement la parole à une vingtaine de cadres du PCP et du Front national démocratique (NDF), il éclaire des éléments importants de la crise que traversent ces organisations et aborde, ce faisant, des questions de fond, parfois essentielles.

Il aborde notamment de façon détaillée les purges qui ont saigné le PCP dans l'île méridionale de Mindanao, en 1985-1986, et dans une région de l'île septentrionale de Luzon, le Sud-Tagalog, en 1988 (1). Dans ces deux cas, une campagne pour éliminer des rangs du Parti communiste des agents infiltrés par les militaires (les DPAs, ou Deep Penetration Agents) a tourné à la paranoïa collective, se soldant par l'exécution de dizaines et de centaines d'innocents, ce que Walden Bello n'hésite pas à qualifier de « crime contre l'humanité » commis au sein même du mouvement révolutionnaire, dans une dynamique mortelle d'autodestruction.

Walden Bello a demandé à ses interlocuteurs, dont certains avaient directement vécu ces événements dramatiques, comment une telle catastrophe avait pu avoir lieu. Les réponses, encore fragmentées, touchent à des problèmes qui concernent bien d'autres organisations engagées dans un combat armé : les garanties juridiques au sein d'un parti clandestin ; le poids de conceptions « militaristes » ; les garde-fous contre le déclenchement d'une dynamique de paranoïa collective ; le marxisme et la notion de « justice de classe » ; le respect du « principe de la vie » et des droits de l'homme par les révolutionnaires, etc.

Le rapport d'enquête présenté par Walden Bello est d'autant plus important qu'il arrive au moment où le PCP est traversé par un débat et une confrontation politiques internes sans précédent. Depuis des années déjà, un nombre croissant de militants du Parti communiste demandaient l'organisation d'une discussion d'ensemble sur les leçons de leur combat aux Philippines, comme sur celles de la crise du « camp socialiste » dans le monde. La direction centrale a repoussé *sine die* l'ouverture de cette discussion, étouffant notamment une initiative prise en ce sens, en janvier 1991, dans la publication du comité central, *Ang Bayan* (2).

L'enterrement des débats n'a fait qu'aggraver la crise politique interne. La revue *Kasarinlan* vient de publier deux documents qui l'illustrent (3). Le premier est un long texte d'Armando Liwanag, président du PCP, qui veut « réaffirmer les principes fondamentaux » du Parti, et « rectifier les erreurs ». Il revient, en fait, aux formules stratégiques de 1967-1968, années de constitution du Parti, rejetant pour « déviationnisme » les apports ultérieurs. Il s'attaque à des secteurs très importants de sa propre organisation, comme les directions régionales de Mindanao, des Visayas (un ensemble d'îles au centre de l'archipel) et de Manille-Rizal (la région de la capitale), ainsi qu'aux réseaux établis en Europe occidentale et Amérique du Nord. Il amorce un « mouvement de rectification » qui prend des allures de purge politique (4).

Le deuxième document, publié par *Kasarinlan*, critique les positions de Liwanag et appelle à « résister aux tendances autoritaires » dans le PC. Il représente l'un des points de vue (il y en a d'autres) de ceux qui visent à « dépasser la tradition » historique, encore incarnée par Jose Maria Sison, premier président et longtemps principal théoricien du PCP.

De nombreux militants critiques réclament aujourd'hui la convocation d'un congrès organisé démocratiquement pour tirer les enseignements de l'expérience contemporaine, nationale et internationale. Le PCP n'a, en effet, jamais tenu de congrès depuis sa fondation, il y a 23 ans. Outre la question du stalinisme (5) et celle de la stratégie, les débats portent aujourd'hui sur le centralisme démocratique, question d'autant plus névralgique que les conditions dans lesquelles le comité central a été réuni, il y a environ trois mois, pour lancer le « mouvement de rectification » sont violemment mises en cause par divers cadres du Parti.

Nous reviendrons dans un prochain numéro d'*Inprecor* sur ces documents et sur l'évolution des débats au sein du PCP comme du Mouvement national démocratique. ★

16 novembre 1992
Paul Petitjean

1) Voir *Inprecor* n° 298 du 27 novembre 1989.
2) Voir *Inprecor* n° 335 du 19 juillet 1991 et n° 359 du 25 septembre 1992.
3) Dans le volume 8, n° 1, troisième trimestre 1992. *Kasarinlan* est publié par le Third World Study Center de l'Université des Philippines.
4) Dans le rapport que nous publions ci-contre, Walden Bello note que l'un des dirigeants principaux du PCP pense que les purges anti-infiltrés, à Mindanao, en 1985-1986, sont le produit d'une orientation « insurrectionnelle » et ne révèlent pas de problèmes plus généraux. C'est la position d'Armando Liwanag.
5) *Liberation International*, publié par le Bureau international (Utrecht, Pays-Bas) du Front national démocratique, vient de reproduire de larges extraits d'un autre document de Liwanag qui fait l'éloge de Staline, publiant la photo de ce dernier aux côtés de celle de Lénine (vol. 4, n° 3 et 4, mai-août 1992).

Le PC à des rééva

Nous reproduisons l'essentiel d'un long rapport des cadres du Parti communiste des Philippines sur son organisation. Walden Bello, Philippin vivant pendant 20 années, un rôle très important dans les années de la constitution du Forum for Philippine Alternatives, tiers monde, il est aussi directeur de Développement

DOCU



A LA QUESTION de savoir si le mouvement national démocratique est « en crise », la plupart des interviewés ont répondu par l'affirmative, tout en évaluant de façon différente la gravité de cette crise. Deux seulement des personnes interrogées n'ont pas répondu ainsi — l'une, après avoir réfléchi à haute voix pendant quelques minutes, et l'autre par une réponse vague.

Pour illustrer cet état de crise, plusieurs de mes interlocuteurs ont avancé les mêmes chiffres : il y a eu une réduction de 40 % des « forces organisées » et une diminution similaire des territoires contrôlés par la NPA ces dernières années. Certains ont corrigé cette estimation en disant que ces deux dernières années, il y avait eu un rétablissement, notamment à Mindanao [une grande île au sud de l'archipel, ndlr], alors que d'autres expliquaient que les récentes reconquêtes territoriales étaient compensées par la perte de nouveaux territoires au profit des forces armées gouvernementales. Ceci dit, la plupart de ceux qui ont avancé des chiffres s'accordent pour juger que le nombre des forces organisées reste en deçà de ce qu'il était en 1985.

Le mouvement est-il pour autant « marginalisé » ? Sur cette question les réponses se répartissent équita-



l'heure valuations

et préparé par Walden Bello sur la façon dont les (PCP) perçoivent l'état de leur propre pays aux Etats-Unis, a joué, depuis de nombreuses années de solidarité et, récemment, dans la lutte (FOPA). Auteur d'études importantes sur le rôle exécutif de l'Institute for Food and Policy (IFDP).

MENT

blement entre le "oui" et le "non". Quant à savoir quelles sont les raisons de la crise, différents facteurs ont été mentionnés [...].

● L'un des facteurs clefs cités concerne l'efficacité des opérations de contre-guérilla. Après l'arrivée de Cory Aquino au pouvoir, en 1986, les forces armées ont pu créer trois divisions supplémentaires, soit environ 30 bataillons, une mesure rendue possible par le dégagement d'unités qui étaient auparavant immobilisées à Manille pour assurer la garde de Marcos, pendant la dictature. Cela a permis aux militaires de saturer les zones ciblées et de les y maintenir pendant une longue période. [...] L'armée a ainsi disposé d'une réserve de troupes qui lui a permis d'intervenir sur plusieurs fronts à la fois.

Tel a été le cas dans le Centre-Luzon, à la fin des années 80, selon un ancien membre de la direction régionale [du PCP]. Sous la pression soutenue des militaires, la guérilla avait dû abandonner des bases-arrière établies de longue date, sans pouvoir y revenir. Privées de la protection de la guérilla, les organisations révolutionnaires de masse de ces zones ne pouvaient survivre qu'au prix de grandes difficultés, ce qui a conduit à une baisse marquée de l'activité politique et du moral révolutionnaire.

● Une autre raison invoquée par certaines des personnes interrogées concerne la militarisation intensive de la société, qui a

entraîné la lassitude de la base paysanne face à la guerre. Selon un ancien cadre de haut-rang de la NPA, « les paysans sont sagaces. On ne peut pas attendre d'eux qu'ils continuent à se battre indéfiniment s'ils ne peuvent goûter au fruit de leur lutte — leur propre terre — que dans un avenir très lointain. Ils comparent les efforts consentis dans leur contribution révolutionnaire — ce qui peut aller jusqu'au recrutement de leurs enfants dans la NPA — avec cette promesse, vous pouvez donc comprendre pourquoi beaucoup peuvent revoir à la baisse leur engagement ».

● Sans négliger l'impact de la militarisation, certains de mes interlocuteurs ont mis l'accent sur des carences internes, en particulier sur ce qu'ils considèrent être la "militarisation" de la stratégie de la gauche. Ils affirment que, jusqu'en 1990, la stratégie de la gauche était fortement orientée sur la conquête militaire du pouvoir. Partant du principe qu'il y avait une "vague révolutionnaire" à la fin des années 80, le PCP a concentré toutes les énergies du mouvement de libération sur le développement de la NPA, en augmentant la taille de ses unités au niveau du bataillon pour préparer la guerre de mouvements, et en acquérant de l'armement lourd, comme des mortiers, qui devait être décisif durant la période marquée par ce que la direction appelait la « contre-offensive stratégique ».

Une stratégie par trop militariste ?

Cet accent mis sur le travail militaire a conduit [le PCP] à négliger le mouvement de masse de la paysannerie dans les zones rurales, à relativement minimiser l'importance du travail de front unique dans les zones urbaines, et à déployer peu d'énergie pour trouver de nouvelles formes d'intervention créatrices sur le terrain légal et électoral. Selon ces interlocuteurs, cette notion de contre-offensive stratégique n'a été abandonnée que depuis deux ans, en 1990.

● Selon d'autres, l'accent mis sur le travail militaire [...] renverrait à l'incapacité de la direction du mouvement à développer une stratégie appropriée à la nouvelle période

ouverte par l'assassinat de Benigno Aquino, en 1983, et le soulèvement d'EDSA, en 1986 (1), qui aurait dû prendre en compte plusieurs développements importants, dont :

— le glissement d'une grande partie de la vie politique et du débat politique de la clandestinité au grand jour au fur et à mesure que les capacités de contrôle du régime s'effritaient ;

— le rôle clef exercé par les classes et les forces moyennes politisées dans le mouvement contre la dictature, qui nécessitait une tactique prudente de front unique et des moyens nouveaux, plus sophistiqués pour populariser le programme du NDF afin de s'adresser à ces nouvelles forces ;

— la vitalité durable de la tradition de démocratie électorale formelle comme source de légitimité politique, pas seulement auprès de la classe moyenne, mais aussi chez les paysans et les travailleurs.

Par rapport à ce dernier point, certaines des personnes interviewées ont l'impression que l'analyse orthodoxe du PCP est trop économiste ou réductrice, et n'accorde pas assez d'importance à la culture, à la conscience et aux valeurs.

Comme le disait l'un d'eux, ce n'est pas parce que les indicateurs économiques montrent que la situation va en s'aggravant que les gens interprètent la totalité de la situation comme allant de mal en pis. Les comportements politiques traditionnels restent prégnants, même au sein des masses organisées. Comme le signalait un des membres de la direction du NDF, nombre des zones contrôlées par la NPA, à Isabela et Cagayan, ont voté pour Eduardo Cojuangco et Imelda Marcos lors des récentes élections (2).

Toute analyse réductrice sera incapable d'expliquer ce phénomène, par contre, une analyse sensible de la force persistante des valeurs traditionnelles pourra comprendre que même un paysan politisé possède ce qu'il a appelé un « niveau de conscience différencié ». Ce dirigeant déplorait aussi le fait qu'Antonio Gramsci, qu'il considère comme le penseur marxiste ayant fait l'analyse la plus profonde du rôle de la culture dans la révolution, ne fasse pas encore partie de la liste des lectures indispensables pour les cadres du PCP.



GAUCHE

* Sous le titre, "The Philippine Progressive Movement Today. A Preliminary Report on the State of the Left", l'enquête de Walden Bello a été originalement publiée dans *Philippines Alternatives*, Vol.1, n° 2, septembre 1992.

Vu sa longueur, nous avons dû opérer quelques coupes. La version intégrale peut être commandée auprès de cette revue (PO Box 3366, Berkeley, CA 94703, USA). Les intertitres et les notes sont de la rédaction. Dans une première partie de ce rapport, Walden Bello présente les objectifs qu'il s'est assignés et les conditions de son enquête, durant laquelle il a interviewé une vingtaine de dirigeants ou d'anciens dirigeants nationaux ou régionaux du Parti communiste des Philippines (PCP), de la Nouvelle armée populaire (New People Army, NPA) ou du Front national démocratique (National Democratic Front, NDF), les trois organisations constituant ce que l'on appelle l'aile clandestine du mouvement national démocratique. Ce faisant, Bello cherche à évaluer l'état du mouvement révolutionnaire et progressiste philippin. Ce premier rapport

devrait être suivi d'un autre, concernant les autres formations de la gauche philippine.

1) En 1983, le dirigeant de l'opposition à Marcos, Benigno Aquino, était assassiné par la dictature. A partir de ce moment, les manifestations de masse contre le régime se sont multipliées dans les grands centres urbains. La crise politique a culminé en février 1986, à l'occasion des élections présidentielles, avec une rébellion militaire et un soulèvement pacifique de masse connu sous le nom de l'une des principales avenues de la capitale où se trouvent des casernes : EDSA (Epifanio de Los Santos Avenue).

2) Isabela et Cagayan sont deux provinces du Nord de Luzon où la guérilla communiste est implantée de longue date, mais où les "clans" politiques liés à l'ancienne dictature sont aussi très puissants. Eduardo Cojuangco était l'un des principaux hommes d'affaires du régime Marcos, Imelda étant la veuve du dictateur. Tous deux étaient candidats aux présidentielles lors des élections de mai 1992. Voir aussi *Inprecor* n° 359 du 25 septembre 1992.

● [...] L'écroulement du "socialisme" en Europe de l'Est et en Union soviétique : néanmoins, la plupart des personnes interviewées précisait que la faillite du socialisme réel avait moins d'impact dans la base du parti et du NDF, que chez leurs dirigeants.

Une personne qui avait discuté de la crise du "socialisme" avec de nombreux cadres intermédiaires estimait pourtant que celle-ci avait eu un impact important sur eux. Leur attitude, disait-il, pourrait être résumée de la façon suivante : « *Pourquoi nous battrions-nous pour le socialisme si, à la fin, les gens nous jettent dehors ?* » Une combinaison de la crise interne et de la crise internationale du socialisme expliquait, à son avis, l'abandon des activités clandestines organisées de la part de beaucoup de cadres intermédiaires du PCP.

● Une dernière raison expliquant la crise de la gauche est ce que certains appellent les « *blessures auto-infligées* », faisant référence aux "campagnes anti-DPA" à Mindanao, de septembre 1985 à mars 1986, et au Sud-Tagalog [une région du Sud de l'île de Luzon] en 1988 (3). Alors qu'en 1988 et 1989, la direction du PCP considérait encore ces deux "campagnes" comme justifiées, tout en déplorant leurs "excès", en 1990, elle les caractérisait comme une "folie" qui avait balayé ses organisations, sans que rien ne les justifie. [...] A Mindanao, plusieurs centaines de cadres auraient été exécutés lors de ces tentatives de piéger les agents de l'armée dont on craignait qu'ils n'aient infiltré les structures du NDF, de la NPA et du PCP. A Mindanao les estimations du nombre de victimes de cette campagne vont de 900, pour les plus importantes, à 600. Plusieurs rapports estiment le nombre d'exécutions dans le Sud Tagalog à moins de 100, je me baserai donc sur une estimation totale des pertes de l'ordre de 700 personnes.

Les purges

Le mot "folie" est, à mon avis justifié, pour une autre raison : alors que dans d'autres mouvements révolutionnaires, des purges similaires à une si grande échelle ont eu lieu après la prise du pouvoir, aux Philippines, elles ont eu lieu avant, un phénomène rare dans l'histoire révolutionnaire. On a presque l'impression que le mouvement de libération tentait de s'éliminer lui-même ; non seulement des vies précieuses ont été perdues à Mindanao et au Sud-Tagalog, mais des centaines de cadres expérimentés ont été éliminés, pour la formation desquels le parti avait consacré beaucoup de ressources et de temps. Les gens qui ont été assassinés étaient des éléments indispen-

sables à la colonne vertébrale du mouvement révolutionnaire, et il n'est pas surprenant que le mouvement national-démocratique à Mindanao ait subi de graves revers en 1986 et après.

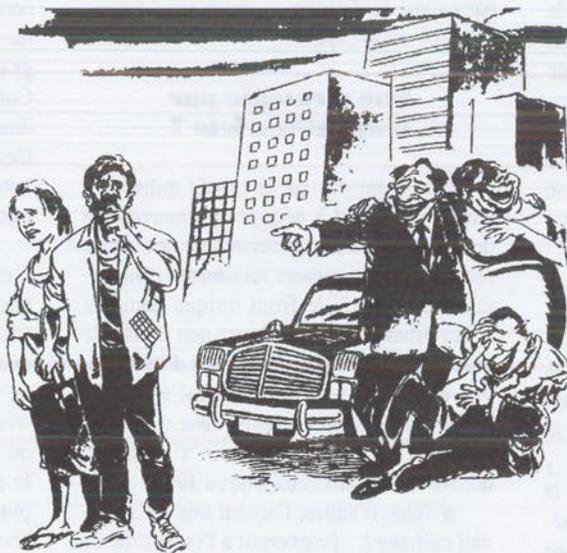
Pourquoi de telles purges massives ?

Les réponses qui m'ont été données reflètent une large palette d'explications, dont les plus importantes sont les suivantes.

◆ Ceux qui ont eu la charge des campagnes de sécurité interne ont outrepassé ou abusé de leur autorité.

◆ Le mouvement n'était pas bien préparé à mettre en œuvre une campagne sur la sécurité interne parce que les méthodes pour rendre la justice n'avaient pas été institutionnalisées. Les structures du parti qui ont mené l'enquête sur les infiltrations soupçonnées, ont été les mêmes que celles qui ont arrêté les suspects, qui les ont interrogés, jugés et enfin exécutés. Cela violait les principes judiciaires selon lesquels ces différentes tâches auraient dû être accomplies par des personnes différentes afin d'en garantir l'impartialité.

◆ Selon certains de mes interlocuteurs, ces explications sont incomplètes et les causes réelles sont plus profondes, localisées dans la militarisation de la stratégie. Selon cette analyse, le désir d'une victoire militai-



re rapide a créé une frustration terrible lorsque les plans de la NPA ont été mis en échec par l'armée. Des rapports selon lesquels des cadres de la NPA ont été abattus dans le dos lors de combats ont été l'étincelle qui a transformé ces frustrations en une recherche fébrile de saboteurs infiltrés, qui est devenue incontrôlable.

C'est un dirigeant très influent du PCP qui a fait sienne l'analyse selon laquelle la "ligne insurrectionnelle" était la cause fondamentale des purges. Il affirme, ce faisant, qu'elles n'auraient pas eu lieu si le mouvement avait continué à mettre l'accent sur le

type d'organisation politique méticuleuse des masses qu'exige la stratégie classique de "guerre populaire prolongée". Le problème que pose cette analyse est que, si on peut dire que le mouvement à Mindanao a suivi une ligne insurrectionnelle, il n'en est pas de même dans le Sud-Tagalog, où fut appliquée la stratégie classique de "guerre populaire prolongée". Pourtant, la campagne anti-DPA du Sud-Tagalog a eu la même dynamique paranoïaque qu'à Mindanao.

Il est probable qu'un élément d'explication clef soit le phénomène décrit par bon nombre de mes interlocuteurs sous le terme de paranoïa collective. Je tendais à ne pas en tenir compte jusqu'au moment où j'ai commencé à entendre les descriptions très parlantes [de ce qui s'y était passé] de la part de personnes ayant vécu ces purges, en tant que victimes ou que bourreaux. Il semble bien que la paranoïa ait acquis sa propre dynamique, à Mindanao, après des rapports concernant des cas de mort suspectes au combat de commandants de la NPA.

Le cercle vicieux de la paranoïa

Dans cette ambiance paranoïaque, il est difficile de ne blâmer que les dirigeants du PCP, alors qu'à certaines périodes la direction elle-même semblait entraînée par cette dynamique qui emportait la base. Bien sûr, les membres des directions régionales du Sud Tagalog et de Mindanao portent une grande part de responsabilité, non seulement pour avoir déclenché la campagne, mais pour n'avoir pas su lui porter un coup d'arrêt décisif lorsqu'elle a échappé à tout contrôle. Pour illustrer la complexité de la situation, l'un de mes interlocuteurs m'a expliqué que si, au moment le plus fort de la campagne du Sud-Tagalog, des individus, membres des directions nationale ou régionales s'y étaient opposés ils risquaient fort d'être eux-mêmes arrêtés par les comités de campagne et jetés derrière les barreaux, si ce n'est pire. Un dirigeant du NDF m'a effectivement affirmé qu'il n'a pas pu intervenir, essentiellement de peur d'être catalogué comme un DPA et de perdre la vie — dans une telle situation, son statut et son prestige n'auraient pas pesé lourd.

Pour donner une idée de la dimension paranoïaque, laissez-moi vous raconter l'histoire de Teresa (un pseudonyme), une jeune militante qui a été impliquée dans un comité

3) "DPA" est le sigle pour les "Deep Penetration Agents", les agents de l'armée infiltrés en profondeur dans les rangs des organisations révolutionnaires. Sur les purges sanglantes de la seconde moitié des années 80, voir également Paul Petitjean, "Contre-insurrection, terreur et démocratie", *Inprecor* n° 298 du 27 novembre 1989.

chargé de la campagne anti-DPA dans l'une des régions du Mindanao. Au début, elle avait été recrutée essentiellement pour prendre les minutes de la procédure. Au fur et à mesure, elle est devenue juge, la direction du comité la consultant régulièrement sur la culpabilité ou l'innocence des gens arrêtés, qu'en général elle connaissait. A ce stade, elle a dit qu'elle déclarait ces individus coupables à la fois parce qu'elle les croyait coupables et parce qu'elle sentait que le comité de campagne voulait qu'elle les déclare coupables, et qu'elle n'avait pas les moyens de faire autrement craignant pour sa propre sécurité. Très vite, on lui a demandé de prendre part à des séances de torture pendant des interrogatoires, elle s'y est aussi sentie obligée de crainte que le doigt de l'accusation ne soit pointé sur elle. La paranoïa est devenue un état normal, le nombre des victimes a augmenté et Teresa s'est résignée à en devenir une elle-même. La campagne avait, en fait, échappé au contrôle de tout le monde alors que tout le monde se sentait obligé de l'alimenter, et il n'est pas surprenant qu'elle se soit terminée, comme la terreur pendant la Révolution française, par l'exécution du membre du parti le plus impliqué dans cette affaire — le dirigeant du comité de campagne lui-même.

A Mindanao, la paranoïa a régné et, à l'instar de la Révolution française, a consommé d'abord Danton, puis Saint-Just et enfin, Robespierre lui-même (4). Ce parallèle est important car, contrairement à la propagande réactionnaire, ce ne sont pas seulement les mouvements de masse marxistes qui sont susceptibles de s'auto-infliger de tels bains de sang, mais probablement tout mouvement de masse, qu'il soit marxiste, nationaliste, bourgeois ou fasciste.

Les mouvements progressistes doivent non seulement institutionnaliser des lignes directrices pour dispenser la justice, mais — et c'est tout aussi important — des lignes directrices pour la recherche scientifique et la compréhension des phénomènes politiques. Surtout, [il leur faut] institutionnaliser des lignes directrices pour préserver le bon sens — ce bon sens qui nous assurerait que ce serait accorder [aux militaires] des pouvoirs surhumains que de croire que l'armée gouvernementale ait pu infiltrer, pendant tant d'années, des centaines de personnes dans un mouvement révolutionnaire sans se trahir, et en se comportant quotidiennement comme d'honnêtes révolutionnaires, au point d'abuser même leurs femmes, leurs enfants et leurs amis les plus proches !

Ces garde-fous sont particulièrement importants au regard des résultats des deux campagnes anti-DPA : à Mindanao, cinq personnes seulement ont été reconnues comme étant probablement des agents de l'ennemi, la culpabilité de trois d'entre elles

seulement ne faisait pas l'ombre d'un doute. En d'autres termes, pour éliminer cinq agents de l'AFP, 600 vies ont été sacrifiées. Ceci n'est pas seulement criminel et tragique ; c'est insensé à un point choquant. C'est sans doute l'une des pires campagnes de sécurité intérieure qui ait été menée dans l'histoire des mouvements révolutionnaires du monde entier ! Ceci dit, il faut signaler que, sauf peut-être dans le cas de Manille-Rizal (où il y a eu beaucoup d'arrestations et d'interrogatoires, bien que peu d'exécutions aient eu lieu), la campagne anti-DPA ne s'est pas étendue à d'autres régions ; et dans beaucoup de cas, comme au Luzon central, c'est parce que la direction régionale est intervenue [...] pour empêcher la paranoïa de se développer en ouvrant la discussion sur la base du bon sens.

Des conceptions instrumentalistes

Cependant, l'explication par la paranoïa ne satisfait pas d'autres personnes interrogées. Un important dirigeant du NDF, pensait que l'explication, en dernière analyse, pourrait reposer sur le concept marxiste de "justice de classe". Selon lui, le marxisme ne possède pas de concept achevé du droit individuel ; autrement dit, les individus ont des droits uniquement en vertu de leur appartenance à la bonne classe, ou à défaut, au fait qu'ils défendent la ligne politique correcte. Par conséquent, si quelqu'un est soupçonné, ou reconnu coupable, d'être un ennemi de classe, il n'a pas un droit intrinsèque à la vie, à la liberté ou au respect ; son devenir dépend uniquement des besoins tactiques du mouvement. On pourra donc relâcher des soldats prisonniers pour des raisons de propagande, et, en même temps, exécuter des cadres du PCP jugés comme agents DPA. De fait, cette situation paradoxale s'est produite durant la purge du Sud-Tagalog de 1988.

J'ai longuement réfléchi à cette explication, car il me semblait que c'était la cause principale de ces événements. Actuellement, je pense, qu'alors que la cause essentielle est l'absence d'institutionnalisation d'un système de justice et d'évaluation scientifique qui



a permis que la paranoïa se répande sans entrave, une conception tactique des individus — une tendance à juger leur valeur principalement en fonction du fait qu'ils favorisent ou, au contraire, entravent les objectifs politiques de classe de la gauche — a également joué un rôle.

Cette conception instrumentaliste des gens est une tendance qui affecte particulièrement les militants de tradition marxiste-léniniste, ce qui les rend plus vulnérables, durant les périodes de paranoïa, au plus fort du combat révolutionnaire, au choix de solutions expéditives dont l'élimination physique d'ennemis réels ou imaginaires. En temps normal, la combinaison d'une vision tactique des gens, de la ferveur idéologique, de la jeunesse et des fusils comportent déjà un danger potentiel. Si on y ajoute la paranoïa sociale, la situation peut devenir incontrôlable, comme cela a été le cas à Mindanao et au Sud-Tagalog.

Sans mettre principalement l'accent sur le concept de justice de classe pour expliquer les purges, je n'en suis pas moins totalement d'accord avec les recommandations de ce dirigeant du NDF, pour qui les militants du PCP et du NDF doivent intégrer le fait que les individus ont des droits innés à la vie, à la liberté, au respect et à d'autres valeurs liées à leur condition d'être humain, et que les droits individuels ne dérivent pas de l'appartenance de classe ou de l'idéologie

4) En fait Robespierre et Saint-Just, de même que 102 autres robespierristes, ont été exécutés dans la même "charrette", du 28 au 31 juillet 1794 après le coup d'Etat du 9 thermidor (27 juillet 1794), ndr.

politique. Cette personne se sent, soit dit en passant, particulièrement coupable de n'être pas intervenue pour enrayer le processus, craignant pour sa propre vie. Il m'a dit que son intervention aurait pu permettre de sauver des vies, mais il n'a pas pu faire ce qui aurait pu être l'acte le plus important de sa vie parce qu'il avait peur des conséquences s'il avait osé défier le « *pouvoir du consensus collectif* ». Mais, pour paraphraser Kierkegaard, il n'y a pas eu que peur et tremblement. Il y a aussi eu des exemples de courage, comme ce membre du comité central qui a affirmé, dès le tout début, que les exécutions du Sud Tagalog étaient erronées et a persisté dans cette conviction alors même qu'il était menacé par le doigt accusateur. Et il y a eu des cadres qui ont accepté leur sort tout en continuant à proclamer leur loyauté envers la révolution philippine, jusqu'au moment de leur exécution.

Les effets pervers de l'auto-épuraton

Mais, demanderez-vous, pourquoi me suis-je appesanti sur cet épisode honteux du mouvement révolutionnaire philippin ?

Tout d'abord parce qu'il a contribué de façon significative à faire reculer le mouvement. Il est certain qu'à Mindanao, le principal facteur qui a permis le renversement du rapport de forces au milieu et à la fin des années 80 a été la campagne anti-DPA. Pas seulement à cause des pertes humaines, mais aussi parce que pratiquement tout travail politique urbain et à la campagne a été interrompu pendant des mois alors que le mouvement se repliait sur lui-même durant la période critique de septembre 1985 à mars 1986, alors que le régime Marcos s'effondrait et que l'administration Aquino se consolidait.

Ensuite, pour faire la lumière sur ces événements tumultueux qui ont eu un impact paralysant sur le moral de centaines, voire de milliers de personnes et qui ont contribué, directement ou indirectement, à les conduire à démissionner ou à se cacher.

[...] Rendre publique la vérité sur Mindanao et le Sud-Tagalog ne serait pas uniquement un pas important pour que la direction du PCP retrouve la confiance des cadres de son organisation. Ce serait aussi la meilleure arme contre les distorsions que les AFP et la droite ont répandues sur les purges, dont un bon nombre ont été reprises dans des journaux réactionnaires comme le *Wall Street Journal*.

D'autre part, c'est en analysant ce qui s'est passé, que l'on peut s'assurer que cela ne se produira jamais plus, au grand jamais. Des vies ont été éteintes dans leur prime jeunesse et personne ne pourra les ressusciter. On peut dire que cela a été un crime contre

l'humanité. Mais c'est un crime qui doit être replacé dans le contexte d'une guerre civile où l'autre camp — les forces armées des Philippines — s'est rendu coupable de violations encore plus graves, dont le massacre aveugle de non-combattants, comme à Lupao et à Mendiola.

Enfin, je m'appesantis sur cet épisode parce que la volonté du PCP de faire face à ses responsabilités et de reconnaître ses fautes devrait nous donner l'espoir qu'il a un avenir au sein du mouvement progressiste philippin. Dans ce contexte, laissez-moi ajouter que le PCP a fait des efforts pour indemniser les proches des victimes, et que l'ensemble de la direction de Mindanao a proposé de démissionner et de se soumettre à des mesures disciplinaires, bien que ces



Le nouveau président, Fidel Ramos

dernières mesures n'aient pu être appliquées, aujourd'hui encore, faute de cadres pour les remplacer. Bien que ces actions ne puissent pas rendre les vies perdues, elles ne sont pas moins significatives.

[...] Il faut souligner que la rénovation du Parti communiste est importante non seulement pour le mouvement national démocratique, mais aussi pour le mouvement progressiste dans son ensemble du fait de la place centrale du PCP. En fait, ce n'est plus tant la compétition qui marque, aujourd'hui, l'attitude des autres courants vis-à-vis du PCP que leur souci pour son avenir.

Comme l'affirmait un dirigeant de Bisig (5), « *Nous avons tous intérêt à ce que le PCP et le mouvement national démocratique ne se désintègrent pas, parce que cela nous affaiblirait tous. Quelles que soient nos divergences avec celui-ci, nous avons tous intérêt au renouveau du mouvement national démocratique.* »

ONG et organisations politiques

Avant de conclure, je voudrais présenter un point de vue différent avancé par d'autres personnes que j'ai interrogées. Il ne faut pas se préoccuper du futur du PCP et du NDF, argumentent-elles, car ils ont déjà rempli leur fonction historique. Ces mouvements auraient formé de nombreux militants avec une conscience politique qui sont aujourd'hui les piliers d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'organisations populaires, que celles-ci restent dans le cadre du mouvement national démocratique ou non. Dans cette optique, les ONG remplacent les organisations politiques traditionnelles de la gauche comme colonne vertébrale du « nouveau mouvement ».

Je suis en désaccord avec cette analyse. Les organisations non gouvernementales et populaires, aussi actives soient-elles, ne peuvent pas remplir le rôle joué par les partis de gauche, qui doivent articuler une vision et une stratégie conscientes pour le changement. Le rôle des ONG et des organisations populaires est d'articuler les besoins sectoriels et communautaires, pas de servir de substituts multiples à un mouvement cohérent comme le mouvement national démocratique. Les ONG et les partis politiques sont complémentaires, et si les uns essaient de remplir le rôle des autres, cela conduirait plutôt à un déclin de l'efficacité de tous.

En conclusion, même si le PCP et le NDF sont en crise, les problèmes de notre peuple sont si importants que, quoi qu'il arrive, un mouvement progressiste puissant émergera de nouveau pour jouer un rôle de premier plan dans la politique des Philippines. Le PCP et le NDF auront-ils une place centrale dans ce mouvement ? La réponse réside dans la volonté de ces organisations de reconnaître l'ampleur de leur crise actuelle et de prendre courageusement les mesures nécessaires pour se renouveler. Dès maintenant. ★

Philippines Alternatives
Septembre 1992

5) BISIG est une organisation socialiste militante indépendante.

Sous la botte militaire

Les véritables intentions des militaires au pouvoir au Nigéria, qui s'étaient engagés à remettre le pouvoir aux mains des civils, à la fin de l'année 1992, sont plus que douteuses. Le *Financial Times* rapporte, par exemple, le point de vue d'un haut dignitaire nigérian : « On prépare le terrain pour prolonger [l'actuel régime militaire du dictateur] le général Babangida » (1). En effet, on vient d'apprendre que les élections présidentielles, prévues le 5 décembre 1992, ont été repoussées à juin 1993.

Cet article, que nous a transmis un journaliste nigérian indépendant, revient sur la transition, sous haute surveillance, qui se déroule au Nigéria.

Edwin MADUNAGU



DEPUIS l'Indépendance, les différents régimes qui se sont succédé au Nigéria ont été contraints, dans leur quête d'une légitimité, de reconnaître publiquement, en arrivant au pouvoir, la situation de misère du peuple (voir l'article en p. 21). Après leur prise de fonctions, cependant, les nouveaux gouvernants oublièrent régulièrement cet aveu, au profit de la logique du développement capitaliste, pour imposer de nouveaux fardeaux aux « pauvres Nigériens » — comme chaque nouveau régime en appelle à la population ; cette rhétorique fut aussi de mise lors du putsch des généraux Buhari, Idiagbon et Babangida, en 1983.

En 1983, les jeunes officiers formés sous le régime de Mohamed Obasanjo, entre 1975 et 1979, reprirent le pouvoir des mains des civils pour quatre raisons principales.

D'abord, ils voulaient arrêter la progression des forces révolutionnaires. Après les élections truquées de 1983, dans de nombreux endroits du pays, la population avait pris les armes pour contester les résultats du scrutin et certains secteurs radicaux avaient commencé à parler de la nécessité d'affronter militairement le régime de Shagari. L'intervention de Buhari-Idiagbon voulait « prévenir » le développement de ce phénomène.

Ensuite, les putschistes voulaient restau-

rer l'autorité de la bourgeoisie nigérienne en tant que classe dominante. A cette fin, les militaires se devaient de châtier les politiciens bourgeois qui étaient fort discrédités et qui mettaient en danger l'ordre social à cause de leur corruption, de l'indiscipline, de leur faiblesse politique et de leur « mauvaise gestion » politique.

Les militaires cherchaient aussi à punir les radicaux et leurs alliés dans certains partis légaux qui harcelaient le Parti national du Nigéria (NPN) de Shagari essayant de le chasser du pouvoir. Voilà pourquoi le régime arrêta et emprisonna des personnalités radicales comme Haroun Adamou et Ebenezer Batope qui, avant le putsch, avaient mené des polémiques avec Buhari, qui apparaissait à l'époque comme un partisan du NPN.

Enfin, la junte militaire voulait que l'armée nigérienne apparaisse comme un parti politique alternatif, capable d'instaurer et de maintenir la loi et l'ordre.

Le putsch de 1983

Pour respecter la tradition putschiste, dans un communiqué à la radio de Lagos, le 30 décembre 1983, le brigadier Sami Abacha expliquait ainsi le récent coup de force : « Vous êtes tous témoins de la situation économique difficile et grave, et de l'incertitude qu'une direction incapable et corrompue a fait peser sur notre pays bien aimé durant les quatre dernières années. Je fais allusion aux conditions difficiles et intolérables sous lesquelles nous vivons. Notre économie a été désespérément mal gérée. Nous sommes devenus un pays débiteur et une nation mendicante. Il n'y a pas assez de nourriture à un



prix accessible pour notre peuple qui en a maintenant assez des annonces continuelles d'importations de denrées alimentaires. Le service de santé est ravagé, et nos hôpitaux sont réduits à [faire] des consultations cliniques sans [prescrire] de médicaments, [sans] eau ni équipements. Notre système d'éducation est en train de se détériorer de façon alarmante. Le chômage, touchant même les diplômés, a atteint un degré inacceptable. Dans certains Etats, les travailleurs n'ont pas été payés depuis douze mois et, dans d'autres, il y a des menaces de réduction de salaire. »

Main de fer et gant de velours

Voilà le manifeste politique du régime de Buhari-Idiagbon et la liste des griefs qu'il faisait à l'ancien gouvernement. De tels reproches étaient évidemment justifiés. Mais, tout cela ne pouvait pas se régler par la simple instauration d'un régime honnête, discipliné et moral, doté de solides références économiques. Les problèmes du Nigéria ont des racines bien plus profondes ; c'est le développement orienté vers le capitalisme qui étrangle ce pays.

Vingt mois plus tard, en août 1985, certains membres du régime organisèrent un putsch qui renversa Buhari et Idiagbon respectivement chef d'Etat et chef d'Etat major. Le général Ibrahim Babangida — qui s'affubla désormais du titre de président — remplaça Buhari, tandis qu'Ebitu Ukiwe, de la marine, et Bomkat Bali, un général de l'armée de terre, se partageaient les deux fonctions nées du poste de chef d'Etat major récemment aboli. Hormis ces changements, le noyau de la junte militaire restait intact.

La plupart des progressistes du pays traitèrent l'arrivée de Babangida avec cynisme. Certains secteurs de gauche réagirent

1) *Financial Times*, 16 octobre 1992.

Les querelles de la gauche

L'année 1989, avait pourtant commencé sous de bons auspices pour le mouvement progressiste nigérian et pour le pays tout entier. En février, le Directoire pour l'alphabétisation avait organisé, à Calabar, une conférence qui s'était transformée en un congrès de la gauche. Malgré le succès d'un tel événement qui permettait de prendre la température de l'état d'esprit populaire, ce rassemblement a montré que les divisions qui avaient existé à gauche dans les années 60 sous la 1^{re} République (1979-1983) n'étaient pas enterrées.

En avril 1989, une conférence nationale de trois jours, sous les auspices de la Confédération du travail du Nigéria (NLC), était organisée. Des dirigeants de toutes les branches industrielles du pays y ont participé, ainsi que des représentants du NLC, des associations d'employés, des groupes professionnels et des organisations de masse, des intellectuels radicaux, des travailleurs et des étudiants. Des vétérans des luttes du monde du travail et du combat nationaliste y étaient aussi présents.

Il s'agissait d'une des rencontres les plus représentatives du mouvement progressiste depuis des années et qui a débouché sur une série d'accords.

- Un parti du travail devrait être constitué pour rassembler et faire avancer la lutte du peuple du Nigéria.

- Ce parti devrait s'appuyer essentiellement sur la gauche politique et les syndicats.

- Les vieux dirigeants syndicaux et nationalistes se sont mis d'accord pour dépasser leurs divergences qui n'étaient que subjectives ou qui n'avaient plus de base politique. Ils soutiendraient de façon formelle ou informelle la construction de la nouvelle organisation.

Malheureusement, la direction syndicale et un petit groupe de gauchistes sectaires — en imposant des clivages — sont parvenus à faire échouer les espoirs nés de ces accords. Ils ont imposé leurs vieilles querelles dépassées des années 50 et 60, la suspicion, et la confusion entre stratégie et tactique. Ils ont même essayé de contrôler le mouvement en se battant pour en détenir la direction formelle. En outre, une série des composantes du futur Parti du travail étaient aussi en plein déclin à cause des événements survenus à l'Est, en 1989.

Les leaders syndicaux, eux, songeaient à la construction d'un parti du travail dans un sens bureaucratique, sans en définir la direction politique et en essayant d'exclure les marxistes et les socialistes du projet. Ils étaient même prêts à accepter les diktats de l'Etat qui exigeait que les "extrémistes" soient purgés.

Le Parti du travail a été néanmoins mis hors-la-loi en octobre 1989, comme toutes les autres organisations.

Aujourd'hui, l'espoir de voir renaître des regroupements progressistes refait surface, surtout grâce aux efforts des groupes de défense des droits de l'homme et des étudiants, ainsi que grâce aux manifestations de résistance populaire qui se multiplient dans tout le pays. ★

E. M.

cependant avec plus d'enthousiasme, mobilisant le soutien populaire pour le compte du nouveau régime.

Ils avaient déjà agi ainsi, par exemple, en août 1975, lorsque Murtala Mohamed et Olesgun Obasanjo arrivèrent au pouvoir avec une rhétorique radicale. A ce moment-là, des personnages comme Ebenezer Babatope, du Parti de l'unité (interdit), embrassèrent la cause du nouveau régime. Cependant, comme après tous les putschs, la popularité de Babangida s'envola rapidement.

Babangida accusa ses prédécesseurs, avec le discours habituel — échec dans leur

lutte contre le déclin économique ; usurpation de la majorité du Conseil suprême militaire et de son autorité collective ; utilisation des services de sécurité pour harceler et faire du chantage à des opposants réels ou imaginaires ; erreur dans l'appréciation de la nature fragile de la composition, de la constitution et des structures de la nation et nécessité d'"harmoniser" les rapports entre les différentes composantes nationales.

En réalité, les conditions sociales « intolérables », dénoncées en décembre 1983 par les putschistes, s'étaient encore plus aggravées en août 1985 : le chômage avait

presque doublé à cause de la réduction massive des dépenses ; les droits d'inscription scolaires avaient été augmentés lorsqu'ils existaient et instaurés là où il n'y en avait pas ; les prix avaient continué de grimper et le système national de santé s'était encore plus détérioré. Des centaines de milliers d'artisans et de petits commerçants avaient été éliminés et dispersés sous prétexte d'un "plan de nettoyage" brutal appelé « guerre contre l'indiscipline ».

En octobre 1985, l'état d'urgence économique était proclamé, réduisant les salaires de 10 % à 15 %. Les travailleurs nigériens organisés dans la Confédération du travail du Nigéria (Nigeria Labour Congress — NLC) tentèrent d'organiser une grève. Mais la centrale syndicale se rétracta lorsque tous les médias du pays la prirent comme cible, l'accusant de sabotage et de subversion.

La "démocratie" par décret

Le gouvernement annonça alors un "nouveau cours" et une "administration transparente". L'exécutif fut numériquement renforcé et changea de nom ; la police secrète fut purgée et réorganisée ; des centaines de détenus furent libérés ; les restrictions qui pesaient sur la presse furent allégées ; enfin, le régime promit que l'Association nationale des étudiants nigériens (NANS) serait désormais autorisée et que la question du Fonds monétaire international (FMI) ferait l'objet d'un débat public dans l'avenir.

Le 13 janvier 1986, le président Babangida mit sur pied un bureau politique de 17 membres, chargé d'élaborer un programme politique de transition vers un "nouvel ordre social démocratique". Quinze mois plus tard, ce bureau politique, où il y avait un certain nombre de gens de gauche, des dirigeants syndicaux et des universitaires libéraux présenta un rapport au gouvernement expliquant que le peuple nigérian, au cours d'un débat national d'environ neuf mois, avait opté pour le socialisme.

Le gouvernement rejeta ce rapport, prétendant qu'il ne voulait pas "imposer" une idéologie au peuple. Au même moment, il acceptait le plan d'ajustement structurel proposé par la Banque mondiale (BM) et le FMI. En juillet 1987, le gouvernement fédéral militaire, dirigé par le général Ibrahim Babangida, annonça le début de la transition vers la démocratie. Ce programme devait s'achever le 2 janvier 1993, avec l'installation d'un président dans le cadre de la 3^e République du pays qui débiterait à cette date avec une nouvelle Constitution.

Entre juillet et décembre 1987, le gouvernement instaura le Directoire de la mobilisation sociale, le Comité de révision de la Constitution (CRC) et la Commission natio-

nale électorale (NEC). En décembre 1987, des élections locales furent organisées dans tout le pays, sans la participation des partis politiques — l'interdiction des activités politiques, imposée après la prise du pouvoir par les militaires, en décembre 1983, était toujours en vigueur.

En mars 1988, une Assemblée constituante, dont les membres avaient été, en partie, élus par les conseils locaux de gouvernement et, en partie, désignés par le gouvernement central, fut mise sur pied pour débattre du projet de Constitution préparé par le Comité de révision de la Constitution.

En mai 1989, l'Assemblée constituante proposa une Constitution au gouvernement ainsi que la levée finale de l'interdiction qui frappait les activités politiques. Les Nigériens furent appelés à former des partis, et mis en garde pour qu'ils n'y intègrent pas d'anciens hommes politiques ou des fonctionnaires mis à l'index. Ceux que le gouvernement qualifiait d'"extrémistes" en étaient aussi exclus.

Le 7 octobre 1989, le gouvernement militaire qui, à travers la Commission nationale électorale avait examiné les demandes d'enregistrement des partis politiques, décida de les rejeter toutes.

En même temps, il annonça la constitution de deux formations politiques issues de son sérail — le Parti social-démocrate (PSD), orienté un "petit peu à gauche", et la Convention nationale républicaine (CNR), un "petit peu à droite". Les statuts de ces partis, leurs programmes et leurs manifestes furent rédigés par les services officiels et amendés puis approuvés par le gouvernement. On demanda aux Nigériens de rejoindre l'un ou l'autre de ces partis.

En janvier 1990, le gouvernement organisa une purge des forces armées et, en avril 1990, il y eut une tentative de putsch sanglant qui échoua — 71 officiers furent alors arrêtés.

En juillet 1990, le PSD et le CNR organisèrent leur congrès constitutif à la capitale fédérale, Abuja. Depuis, ces partis conformément à leur origine, fonctionnent comme de simples agences du gouvernement. En décembre 1990, des élections aux gouvernements locaux furent organisées avec un seul parti en lice (le PSD / CNR) et un mode de scrutin "ouvert", et non secret.

En octobre 1991, le PSD et la CNR organisèrent des primaires pour nommer leurs candidats aux législatives et au poste de gouverneur dans les 30 Etats — le pays étant ainsi redivisé depuis août 1991. Le gouvernement intervint dans plusieurs cas, en annulant plusieurs résultats et en interdisant certains candidats. Les élections générales eurent lieu deux mois plus tard ; ces deux scrutins avaient été massivement truqués.

Les nouvelles instances de gouvernement ont été inaugurées en janvier 1992 et la mise à l'index d'anciens politiciens et fonctionnaires a été levée. Immédiatement après, ces "anciens" politiciens sont entrés dans la course présidentielle.

En juillet 1992, des élections législatives ont eu lieu ; encore une fois la fraude a été massive. Durant cette transition, le pays a cependant assisté aux émeutes, aux grèves et aux protestations de masse les plus importantes de l'histoire du Nigéria.

Le "ras le bol" éclate

En mai et juin 1986, les employés et les étudiants universitaires avaient organisé des manifestations, violemment réprimées par les forces de l'ordre. Quatre étudiants de l'université Ahmadou Bello furent tués. Le gouvernement riposta en interdisant l'Association nationale des étudiants universitaires et en désaffiliant le Syndicat des enseignants des universités de la Confédération nationale du travail. Au même moment, on apprit que le pays avait été secrètement admis au sein de l'Organisation de la Conférence islamique.

En mars 1987, il y eut des affrontements sanglants entre chrétiens et musulmans à Kafanchan, dans le Sud de l'Etat de Kaduna, qui firent de nombreux morts.

Des mosquées, des églises, des logements et des véhicules furent détruits.

En février 1988, après une crise interne de la Confédération nationale du travail, le gouvernement mit sa direction sous tutelle jusqu'en décembre 1988. En mai et juin 1988, on assista à des protestations d'étudiants et de travailleurs contre la hausse du carburant et ses effets sur les prix des autres produits. En juillet, le Syndicat des enseignants des universités fut interdit pour fait de grève.

En juin 1989, d'importantes manifestations se déroulèrent dans les principales villes du pays contre la dégradation de la situation économique ; elles furent brutalement réprimées et de nombreuses personnes furent abattues.

En 1991, il y eut des émeutes religieuses sanglantes dans les Etats de Bauchi et Kano, provoquant aussi des morts et des dégâts matériels importants.

En mai 1992, il y eut des protestations de masse dans plusieurs centres urbains et dans la plupart des universités du pays contre la crise économique et le caractère antidémocratique de la transition en cours. Elles furent suivies par des émeutes ethniques et religieuses meurtrières dans le Kaduna du Sud. ★

Lagos, septembre 1992

De putsch en putsch



Situé dans l'Ouest de l'Afrique, le Nigéria s'étend sur une surface de 923 763 km². Au Sud, il plonge dans l'océan Atlantique ; à l'Ouest, il côtoie la République du Bénin ; et, au Nord et Nord-Ouest, le Niger. Il compte 88,5 millions d'habitants, selon le recensement de 1991 — c'est le pays le plus peuplé d'Afrique. C'est aussi un de ceux où le virus putschiste est le plus fort.

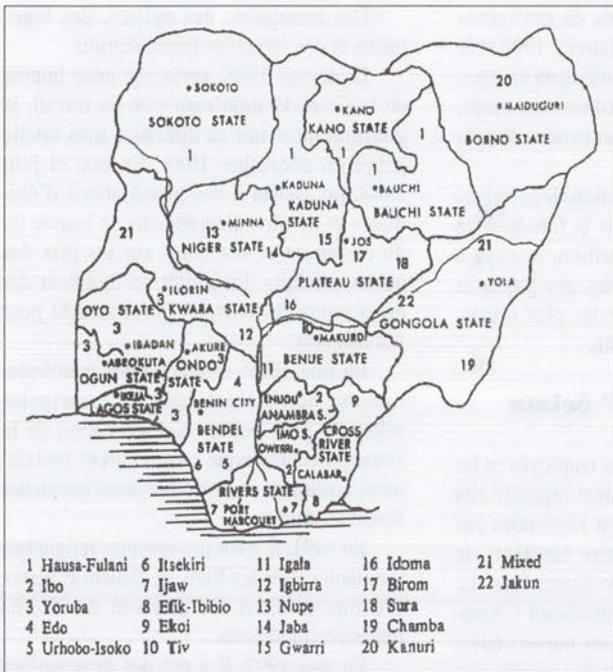
Edwin MADUNAGU

LE PRODUIT national brut (PNB) par habitant est de 250 dollars par an. L'espérance de vie est de 47 ans pour les hommes et de 49 ans pour les femmes.

Il y a un médecin pour 6 900 habitants et la mortalité infantile est de 121 pour mille. Seulement 42 % de la population est alphabétisée. En 1991, la Banque mondiale (BM), plaçait le Nigéria à la treizième place dans le palmarès des pays les plus pauvres.

En septembre 1992, le Nigéria était une république fédérale avec trois niveaux d'institutions — gouvernement fédéral, d'Etat et local. Il compte 30 Etats et 589 gouvernements locaux. Le pays est toujours gouverné par les militaires.

Il y a plus de 40 nationalités ou groupes ethniques — dont les plus importants numé-



Carte des ethnies du Nigéria avant la nouvelle division en 30 Etats.

riquement sont les Hausan, les Fulani, les Yoruba, les Igbo, les Efo, Ibibio, les Nupe, les Igala, les Idoma, les Efik, les Ijaw et les Kamuri (voir carte ci-dessus). La population pratique principalement les religions chrétienne et musulmane.

L'Empire britannique avait conquis plusieurs régions de l'actuel Nigéria en différentes phases ; mais, en 1900, tout le territoire était sous son contrôle. Le Nord et le Sud étaient sous des régimes d'administration coloniale séparés, jusqu'en 1914, lorsqu'ils

furent rassemblés sous la tutelle du gouverneur Luggard. Le pays devint alors le protectorat du Nigéria.

En 1939, les provinces du Sud furent divisées en deux régions — l'Est et l'Ouest, et, en 1954, elles constituèrent le Nigéria, toujours sous domination coloniale, une confédération avec trois régions puissantes — le Nord, l'Ouest et l'Est.

Le Nord représentait environ les trois quarts de la surface du pays et la moitié de sa population.

Les Hausa-Fulani sont l'ethnie dominante dans le Nord, les Yoruba dans l'Ouest et les Igbo dans l'Est.

Le Nigéria acquit son indépendance le 1er octobre 1960, avec un gouvernement fédéral conservateur — Nnamdi Akiwize était le gouverneur général, puis le président (1963), Tafawa Balewa, le Premier ministre et le chef Obafemi Awolowo était le dirigeant d'opposition fédérale le plus connu.

Deux ans plus tard, les accords qui avaient été passés entre les différentes factions de la classe dominante avant l'Indépendance, étaient rompus. En 1963, une

quatrième région, le Moyen-Ouest, fut arrachée à l'Ouest. En janvier 1966, un groupe d'officiers radicaux, dirigés par le major Nzeogwu, tenta de chasser le gouvernement fédéral et échoua — le général Ironsi, le chef en titre de l'armée, prit le pouvoir.

L'arrivée des généraux

Un contre-putsch, suivi de massacres, eut lieu en juillet 1966 et le général Gowon devint le chef d'Etat malgré la résistance du colonel Ojukwu, gouverneur militaire de la région Est sous Ironsi.

Le 30 mai 1967, le colonel Ojukwu proclama l'indépendance de la région Est sous le nom de République de Biafra. Une guerre éclata alors entre le Nigéria et la Biafra qui dura 30 mois. Elle se termina par la reddition du Biafra et sa réincorporation dans le Nigéria.

Gowon demeura à la tête de l'Etat jusqu'en juillet 1975 lorsqu'il fut chassé par un putsch dirigé par le général Murtala Mohamed, à son tour assassiné lors d'une autre tentative de coup d'Etat, le 13 février 1976. Le général Obasanjo prit alors ses fonctions.

Le 1er octobre 1979, le Nigéria retrouva un gouvernement civil sous la présidence de Shehu Shagari, élu sur la plate-forme du Parti national du Nigéria (PNN). Il fut plébiscité pour un second mandat, en août 1983. Mais quatre mois plus tard, il fut renversé par un nouveau putsch. ★

Lagos, septembre 1992

SRI LANKA

La tragédie du peuple tamoul



Les médias présentent souvent les Tamouls du Sri Lanka comme des réfugiés ou comme des "terroristes" du mouvement des Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE). Leur histoire passée et présente, ainsi que l'oppression dont ils sont victimes, est, en revanche, rarement connue (voir *Inprecor* n° 313 du 13 juillet 1992).

IL FAUT rappeler comment on est arrivé à la situation actuelle de guerre dans le Nord et l'Est du pays, et à la plus grande offensive militaire sur Jaffna, appelée "opération tremblement de terre" — précédée, dans le passé, par de nombreux autres raids : les opérations "Vadamardchhy", "Jayasakthi", "Valampuri", "tempête de tonnerre", "Balavegayas I et II", etc. Lorsqu'elle occupait le Nord et l'Est — entre 1987 et 1990 —, la Force indienne de maintien de la paix (IPKF) avait aussi organisé, entre autres, l'"opération Pavan".

Cette guerre, qui dure depuis dix ans, a

coûté la vie à environ 50 000 personnes et fait des milliers de blessés. Les dépenses annuelles militaires du Sri Lanka sont passées de 1,37 milliards de roupies, en 1983, à 12,7 milliards en 1992 — entre 1987 et 1992, l'Etat a gaspillé 86 milliards dans ce domaine. Les destructions de biens se comptent aussi en milliards de roupies, sans parler des pillages réalisés par les forces armées ou d'autres éléments sans scrupule.

Il y a désormais 700 000 réfugiés ; ils ont été consignés dans des camps sordides, ils vivent d'aides misérables, souffrent de malnutrition, dans des conditions d'hygiène et de santé infra-humaines.

Les allocations qu'ils perçoivent sont passées de 315 roupies par semaine, pour une famille de quatre personnes ou plus (moins de 8 dollars), à la moitié — sous prétexte que le gouvernement n'a plus de fonds, alors que des sommes faramineuses sont englouties par la guerre.

Les dépenses militaires, qui représentaient 0,7 % du produit national brut (PNB) en 1977, sont montées à 5 % en 1988 — les

subventions alimentaires, elles, sont passées de 5 % du PNB en 1977 à 0,7 % en 1988. Evidemment, les programmes de santé ont subi aussi des coupes claires pour contrebalancer les dépenses militaires.

Peu après 1948, lors de l'Indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne, deux émeutes d'envergure eurent lieu, entre autres soubresauts sanglants, dans le Sud du Sri Lanka. La première, en 1958, sous le régime du Parti srilankais de la liberté (SLFP), lorsque son président, S. W. R. D. Bandaranaike, en 1956, décréta que le cingalais était la seule langue officielle, ignorant le tamoul.

Le Premier ministre du Parti national uni (UNP), D. S. Senenayake, priva les ouvriers agricoles tamouls des plantations de la citoyenneté et du droit de vote. Il s'agissait, en fait, de porter un coup mortel à ces travailleurs et à leur puissant mouvement de gauche.

L'Etat encouragea et finança ensuite la colonisation de parties importantes du Nord et de l'Est, où les Tamouls étaient majoritaires, par des gens parlant cingalais. La composition démographique de ces zones en a été profondément transformée, comme le prouvent les recensements officiels.

Les émeutes de 1958 suivirent la révocation du pacte Bandaranaike-Chelvanayagam qui visait à redresser quelque peu la situation et à résoudre les griefs et les problèmes ressentis par les populations tamoules. Cette révocation fut lancée par une campagne dont le fer de lance était l'ancien président J. R. Jayewardene (appelé "JR"), doublée par les exhortations du journal de l'UNP, *Siya Rata* qui lançait des appels meurtriers : « Réveillez-vous, levez-vous et tuez les Tamouls. »

La répression fut sauvage — des femmes enceintes furent poignardées au ventre — ; nombreux étaient ceux qui se demandaient alors si ce n'était pas la fin de toute coexistence entre Cingalais et Tamouls.

Pogroms contre les Tamouls

Le deuxième événement de cette escalade anti-tamoul eut lieu en 1977, peu après que l'UNP, dirigée par J. R. Jayewardene soit revenue au pouvoir. L'année 1977 fut encore pire que 1958. Lorsque Jayewardene, reprit ses fonctions, au début 1977, il promit de réparer les injustices faites aux Tamouls dans les domaines de l'éducation, de l'emploi et de la terre. Une fois installé au pouvoir grâce à un appui tamoul important, "JR" jeta ses promesses aux oubliettes, en déclarant, lors d'un discours à Colombo, que si les Tamouls voulaient la guerre, ils auraient la guerre, et que s'ils voulaient la paix, ils auraient la paix.

En juillet 1983, des pogroms eurent lieu

contre les Tamouls, sous prétexte que treize soldats avaient été assassinés à Jaffna par les Tigres du LTTE. Alors qu'en 1958 ou en 1977, les victimes tamouls pouvaient se réfugier dans leur région d'origine, le Nord et l'Est, pour au moins survivre, en 1983, leur sécurité dans ces zones n'était plus assurée à cause de la progression des forces armées de Sinhala — elles étaient postées à Jaffna, depuis le début de 1960 pour écraser les protestations non violentes provoquées par la campagne du Parti fédéral de S. J. Chelvanayakam.

Au début des années 70, la jeunesse tamoul avait déjà perdu toute illusion ; elle était en butte à des difficultés de plus en plus grandes si elle voulait accéder à l'éducation supérieure, et ce à cause de la politique de la coalition gouvernementale SLFP / Parti Lanka Sama Samaja (LSSP) / Parti communiste.

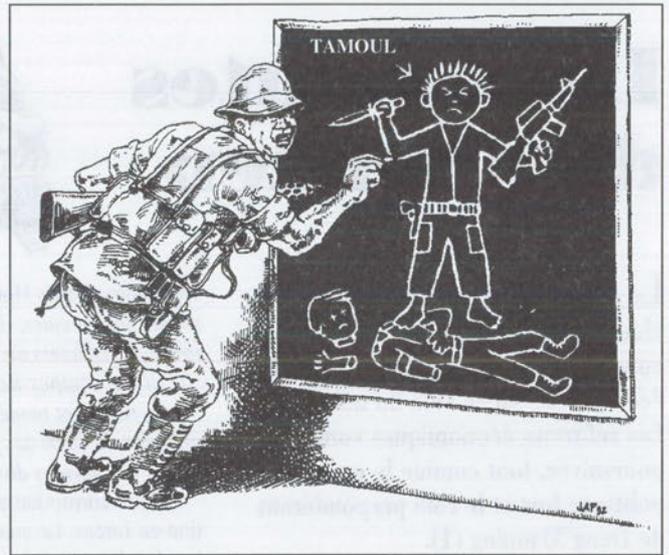
En juillet 1983, le massacre et la mutilation des détenus tamouls de la prison de Welikade poussa la jeunesse vers la lutte armée. Le gouvernement riposta en intensifiant la répression.

Chasse à la jeunesse

La guerre qui s'ensuivit, faisant de plus en plus de victimes, a désormais atteint des proportions monstrueuses — les Tamouls et les musulmans du Nord en étant les premières cibles. Comme conséquence de cette guerre meurtrière, il y a une multitude de restrictions, une sorte de blocus économique qui a déjà réduit la taille de la population — la plupart des familles connaissent de sérieux problèmes de malnutrition, des effets pires que ceux de la guerre.

Il y a une grande pénurie de nourriture, de carburant, de médicaments, etc. A Jaffna, les antibiotiques, et des médicaments pour les maladies cardiaques, le cancer et la psychiatrie ne sont pratiquement plus disponibles. On trouve rarement des pansements alors que de nombreux civils sont blessés presque quotidiennement lors des opérations militaires.

Le taux de mortalité a augmenté en conséquence — ainsi que la mortalité infantile. Pendant une période de sept mois, 283 enfants sont morts — 235 étaient des nouveaux-nés ; 90 % des mères souffrent de



malnutrition. Il y a un nombre important de naissances prématurées, et les nourrissons n'atteignent pas le poids normal. La malnutrition est la première cause de cette situation, ainsi que le fait qu'il n'y a pas de soins prénataux cliniques et les chocs provoqués par la guerre, selon des gynécologues de Jaffna.

L'éducation a été sérieusement perturbée dans les zones de guerre. Les étudiants, comme tout le monde, vivent dans la peur constante des bombardements aériens, des attaques à l'artillerie, etc. — les camps de réfugiés et les centres d'examen sont souvent des cibles privilégiées. On peut, par conséquent, imaginer à quel point l'état mental de la population étudiante est affecté et leur éducation compromise.

Les continuelles coupures d'électricité et la pénurie en carburant frappent aussi les étudiants — le niveau scolaire a fortement chuté, comme le montre le taux d'échec à l'examen d'entrée de l'université en 1991.

Même dans cette situation épuisante, le gouvernement continue de poursuivre sa politique de ségrégation ; ainsi, les étudiants du Nord et de l'Est qui réussissent leur examen d'entrée à l'université doivent avoir 30 points de plus que les autres pour être admis — dans les écoles d'ingénieurs et en physique.

La production économique, l'agriculture, l'industrie et la pêche sont presque immobilisées. Le secteur de la construction est quasiment bloqué faute de matériaux. La plupart des sources de revenus des gens se sont tariées — beaucoup de gens sont condamnés à une existence qui ressemble de plus en plus à celle des Somaliens, surtout après la récente réduction des maigres allocations que touchaient les réfugiés. ★

Colombo, octobre 1992

Les émeutes de Shenzhen

Le congrès du Parti communiste chinois (PCC), d'octobre 1992, s'est conclu par un appel à la "révolution" économique sur la voie du marché. Les réformes économiques vont se poursuivre, tout comme le contrôle politique fort et le rôle prépondérant de Deng Xiaoping (1). Les récents événements de Shenzhen, où il existe une Bourse — tout comme à Shanghai ou à Canton — dans le Sud de la Chine montrent les contradictions à l'œuvre.

Zhang KAI *

PRES d'un million de personnes ont afflué à Shenzhen, au mois d'août 1992, pour tenter d'obtenir une part du gâteau des réformes — l'achat d'actions à la Bourse. Le prix des actions, à Shenzhen, a augmenté de façon vertigineuse ces dernières années — jusqu'à 40 fois pour certaines, durant les derniers 18 mois (2).

Lorsque les autorités de Shenzhen ont augmenté les prix des formulaires pour acheter des actions de un yuan à 100 yuan, les gens ont cru qu'ils obtiendraient des profits considérables avec des actions.

Des détenteurs potentiels d'actions sont venus de tout le pays et ont fait la queue pendant deux jours et deux nuits ; certains ont été battus par la police — le journal *Min Pao* raconte que, le 9 août, environ 200 personnes avaient été admises dans les hôpitaux.

Peu après le début de la vente, les banques ont annoncé que tous les formulaires avaient été achetés. Les gens qui en avaient obtenu en sous-main s'empressaient de les revendre plusieurs fois leur prix initial. On pense que la plupart n'ont pas été vendus au marché officiel, et qu'il y a eu une "énorme escroquerie" et "une corruption collective généralisée".

La semi-officielle *Agence Chine-Nouvelles* affirmait, le 10



septembre, depuis Hong-Kong, que « le personnel des banques, des compagnies d'assurance, les officiers de la police et de la sécurité et les équipes des bureaux industriels, commerciaux et monétaires s'étaient approprié plus de 50 % des formulaires de demande par des moyens divers ».

Cette corruption a transformé la frustration en fureur. Le soir du 10 août 1992, des banderoles ont été déployées qui disaient « Contre la corruption, pour la justice », ou « Protestez contre la fraude des officiels ». La manifestation pacifique, qui a rassemblé des dizaines de milliers de personnes, s'est heurtée aux canons à eau et aux gaz lacrymogènes ; une émeute s'en est suivie. La foule a brûlé des voitures et des cars de police, brisé des vitrines de banques, d'institutions financières et de magasins. Lorsque le gouvernement a annoncé qu'un demi-million de coupons seraient mis en vente le lendemain, au prix de 1 000 yuan chacun, et qu'ils seraient toujours cotés à dix contre un, les incidents ont continué.

La version officielle parle d'émeutes attisées par quelques criminels ; il s'agit, en fait, d'une protestation de masse contre la corruption des milieux officiels. Ces événements prouvent que le gouvernement a pris la tête de la course au profit — il a gagné un milliard de yuan par la simple vente des formulaires.

Avec l'expérimentation du système des actions, un grand nombre de parvenus font des profits énormes sans travailler, ce qui accroît les contradictions sociales. L'émeute de Shenzhen a été la plus importante manifestation contre la corruption depuis le mouvement pour la démocratie de 1989.



"HE... TANT QUE LEUR ARGENT EST VERT !"

Enfin, il faut noter que la corruption et l'incompétence du Parti communiste s'aggravent avec les réformes économiques.

Le marché boursier est partie intégrante de l'économie de marché. Après une courte période d'essai, la réalité s'avère différente des espoirs nourris dans les ordonnances de l'Etat.

Ces ordonnances affirmaient que le premier objectif de l'émission d'actions était de « modifier les mécanismes d'opération des entreprises, en facilitant la séparation des secteurs politiques et de direction des entreprises et en réalisant l'autonomie des entreprises et leur propre rationalisation ». Or, le gouvernement intervient encore et profite de la délivrance des formulaires ; les porteurs d'actions, au lieu de brider les activités des entreprises, sont uniquement intéressés par la spéculation, contrairement au second objectif qui consistait à « ouvrir de nouveaux canaux pour rassembler des capitaux, en accumulant des fonds destinés à la construction et en canalisant des capitaux destinés à la consommation courante vers la construction productive ».

Le marché par ordonnance

En fait, beaucoup d'argent a afflué à Shenzhen et Shanghai, en provenance de l'arrière-pays, à des fins de pure spéculation.

Liu Hongyu, Vice-directeur du Comité d'Etat pour la réforme économique remarquait que « la délivrance des actions pose un problème évident — comment accroître la transparence et empêcher les allocations internes et les ventes en coulisse qui vont créer de nouvelles injustices dans la distribution et donc augmenter l'instabilité sociale. Le second problème est celui du transfert des actions — des procédures réalisables devraient être stipulées ; avant que cela ne soit fait, nous ne devrions pas commencer d'autres émissions d'actions » (3).

Dans son article, Liu Hongyu insiste sur le fait que le système d'actionnariat est guidé par des considérants politiques visant à défendre la propriété publique et qu'il ne constitue pas un pas vers la privatisation. Pourtant, l'ordonnance stipulait qu'à part deux catégories d'entreprises d'Etat, le reste des actions pouvait être soit distribué par le personnel des entreprises, soit vendu sur le marché et donc être acquis par des individus ou par le capital étranger.

* Cet article est extrait du numéro du 31 octobre 1992 d'*October Review*, un journal marxiste révolutionnaire publié à Hong-Kong.

1) voir *Inprecor* n° 353 du 22 mai 1992.

2) Sur la croissance du secteur privé, voir *Inprecor* n° 349 du 27 mars 1992.

3) *Quotidien du Peuple*, 23 juin 1992.

Les entreprises de la première catégorie ne peuvent émettre des actions, car elles sont liées à la sécurité de l'Etat, à la technologie de la défense ou à des minerais stratégiques. Les entreprises de la seconde catégorie (énergie, transport et communication) peuvent faire des expériences boursières mais les actions détenues par l'Etat doivent rester dans ses mains.

Marx appelé au secours

Liu Hongyu affirmait que le maintien de l'orientation socialiste du pays était lié à la domination de la propriété d'Etat, mais, les statistiques révèlent que la part des entreprises publiques dans la production industrielle a décliné dans les années 80 et continuait de décroître de 2 à 3 % par an dans les années 90. En l'an 2 000, cette part serait au dessous de 25 % — comme celle des entreprises privées, les 50 % restant étant assurés par les coopératives (qui peuvent être privées).

En même temps, les autorités ont publié des règles internes pour l'encadrement et la politique salariale dans les entreprises expérimentant le système des actions, qui stipulent que l'augmentation de la masse salariale ne peut excéder l'augmentation de l'efficacité économique de l'entreprise ; l'accroissement du salaire annuel moyen des travailleurs ne peut dépasser celui de la productivité du travail des entreprises.

Dans ces limites, les entreprises ont toute latitude pour décider de l'investissement dans du matériel neuf, des conditions d'embauche, des termes des contrats de travail et du système interne de redistribution (ce qui implique que la différenciation salariale peut s'accroître).

Comme d'habitude, les "Saintes Ecritures" ont été utilisées pour justifier un tournant empirique — Liu Hongyu cite Marx pour se justifier.

En fait le système d'actionariat n'a pas de fondement théorique. Cette année, lors de sa tournée dans le Sud, Deng Xiaoping, s'est borné à dire : « observez-la [la Bourse, ndlr] tout en expérimentant fermement. Si vous pensez que cela marche, laissez-la se développer. Si c'est incorrect, il n'y a qu'à rectifier et tout annuler ». Il était opposé à toute controverse sur la nature capitaliste ou socialiste de l'actionariat. Il a affirmé : « Mon intention première est d'arrêter les controverses. Ne pas discuter nous fera gagner du temps. Lorsque la discussion commence, les choses deviennent compliquées et rien ne peut-être fait. »

L'empirisme est aujourd'hui le principe directeur (ou l'absence de principe directeur) de la domination du Parti communiste sur la Chine. ★

Hong-Kong, 31 octobre 1992

Pour les droits des appelés

Du 24 au 27 septembre 1992, des appelés venus de toute l'Europe se sont rassemblés à Mjerzin, près de la capitale tchèque, Prague, pour la Conférence européenne des organisations d'appelés (ECCO) (voir *Inprecor* n° 341 du 22 novembre 1991).

Ron BLOM



LA DISCUSSION centrale de cette réunion a porté sur la transformation d'ECCO en une véritable organisation. Cette proposition a été acceptée par la

grosse majorité des organisations présentes, venues de Finlande, Suède, France, l'Etat espagnol, Portugal, Autriche et de Tchécoslovaquie. Après cette discussion, un débat important a eu lieu sur la situation des appelés en Europe centrale et orientale, suivi d'une discussion relative aux différences entre le modèle d'organisation syndicale et le système de représentants directs.

Les nouveaux régimes d'Europe de l'Est cherchent à établir un système de représentants pour canaliser les revendications et les opinions des conscrits. Ils s'opposent à l'organisation de syndicats indépendants comme ceux, fondés aux Pays-Bas, en Autriche ou en Finlande et sur lesquels, il n'y avait aucun contrôle. Voilà pourquoi les appelés suédois étudient la possibilité de mettre en place un syndicat indépendant.

Des représentants et des appelés des pays d'Europe de l'Est et du nouvel Etat issu de l'ancienne Union soviétique étaient invités à la rencontre. Or, seuls trois de ces pays étaient représen-

tés — le pays qui accueillait la Conférence, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Bulgarie.

En Tchécoslovaquie, il existe, depuis 1990, une organisation indépendante appelée SVM. Les appelés ont aussi un système de représentation. La SVM affirme que l'Etat avait promis beaucoup de chose, mais a très peu fait. La timide loi sur les appelés qui existe, ne leur donne pas le droit de réagir face aux abus de pouvoir des officiers. Hormis la remise en place de la SVM, qui avait été fondée durant le Printemps de Prague, en 1968, et interdite après l'invasion soviétique et la "normalisation", le véritable changement intervenu dans la vie quotidienne des conscrits a été la suppression des leçons de "marxisme-léninisme". La participation de la SVM à l'ECCO inaugure les contacts avec les appelés d'autres pays d'Europe centrale et orientale. La SVM a mis en place un service spécial ECCO d'information pour fournir des informations sur des pays non représentés à Prague.

Etre soldat à l'Est

En Hongrie, il n'y a pas d'organisation nationale d'appelés. Le gouvernement n'y est pas favorable et la population semble y être peu sensible. Un système de représentation vient d'être mis en place par le ministre de la Défense. Après 1989, la situation des appelés s'est quelque peu améliorée en Hongrie. Il existe une nouvelle loi qui leur offre maintenant trois possibilités : soit faire



Lesbiennes et gays dans l'armée des Etats-Unis

La conférence d'ECCO s'est aussi intéressée à l'organisation Soldats-Citoyens américains, qui existe depuis la guerre du Viêt-nam. Elle a soutenu et soutient les GI qui ont refusé de combattre lors de la Guerre du Golfe et qui se battent contre le racisme. Cette organisation mène de façon permanente une campagne sur les droits des lesbiennes et des gays dans l'armée américaine. Nous reproduisons des extraits d'un rapport des Soldats-Citoyens à la conférence ECCO.

D'après la directive n° 1332/14 du Département d'Etat à la Défense : « L'homosexualité est incompatible avec le service militaire. La présence dans l'institution militaire de personnes qui ont une conduite homosexuelle, affaiblit sérieusement l'accomplissement de la mission militaire. »

L'engagement volontaire implique explicitement que l'engagé n'est pas homosexuel ou bisexuel.

Cependant, des centaines de Nord-Américains homosexuels ont servi ou continuent de servir dans les forces armées américaines. Ils subissent une chasse aux sorcières permanente. Sur les dix dernières années, près de 13 000 GI ont été renvoyés de l'armée pour homosexualité. Les polices civile et militaire travaillent en étroite collaboration pour les traquer, envoyant des agents secrets dans les clubs et les discothèques fréquentés par les gays et les lesbiennes. Des soldats déjà accusés de sodomie sont utilisés comme informateurs. Les femmes sont trois fois plus nombreuses que les hommes à être renvoyées de l'armée pour cause d'homosexualité — chez les marines, huit fois plus de femmes sont expulsées pour les mêmes raisons. ★

douze mois de service national ; soit quinze mois de service militaire, sans toucher une arme ; ou bien 22 mois de service civil.

En Bulgarie, l'introduction d'un système de multipartisme et d'élections libres n'a pas apporté de gros changements pour les appelés. Il leur est toujours interdit de fonder des organisations à l'intérieur de l'armée et il n'y a aucun système de représentation. Un conscrit ne peut pas non plus être membre d'une organisation politique à l'extérieur de l'armée — la question de savoir si une organisation est politique ou non, bien sûr, est uniquement tranchée par les autorités bulgares. La délégation à la conférence de l'ECCO n'était pas constituée par des appelés mais par deux capitaines du ministère de la Défense.

La misère des appelés dans la CEI

En Pologne, le service militaire dure 18 mois. L'armée polonaise manque de moyens financiers et donc les appelés ne sont pas bien équipés — certaines garnisons ont même libéré des conscrits avant terme. Exception faite de ce facteur, l'autorité de l'armée est toujours très forte parmi la population. Il n'y a pas d'organisation sociale dans l'armée ni de structures garantissant la protection des droits des conscrits. Cependant, un "homme de confiance", qui se trouve sous la protection de la loi, est élu dans chaque garnison pour défendre les intérêts des appelés. Dans quelques garnisons, des réunions militaires se sont tenues pour dis-

cuter de leurs problèmes courants avec les commandants.

Dans la Communauté des Etats indépendants (CEI), la situation est compliquée. Les appelés sont une des catégories qui ont le plus souffert de l'éclatement de l'ancienne Union soviétique et de la crise ouverte depuis. Hormis l'utilisation de matériel obsolète, les appelés peuvent être envoyés sur le terrain des nombreux conflits en cours dans la CEI (Nagorny-Karabagh, Géorgie, Moldavie, Tadjikistan, etc.). Certaines garnisons souffrent en plus du manque de nourriture. Les conflits entre des conscrits de différentes nationalités deviennent, par ailleurs, aigus. Certains jeunes ont refusé d'entrer dans l'armée (le plan d'appel sous les drapeaux n'a été réalisé qu'à 70 %).

Selon des informations récentes, des structures militaires visant à garantir les droits aux conscrits ont été créées, tel le Conseil des jeunes soldats. Depuis la seconde moitié des années 80, l'organisation Bou-

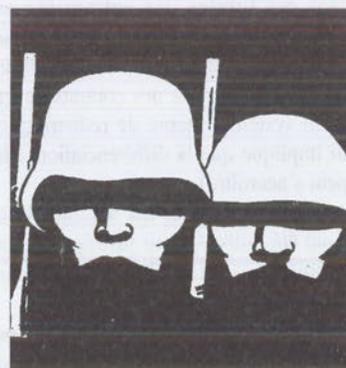
clier fonctionne dans l'armée. Le leader de Bouclier est membre du Parlement de Russie au nom du Parti démocratique de Russie. On ne sait pas si ce groupe fonctionne toujours et, tel est le cas, le type d'activités qu'il mène.

Le Conseil des mères de conscrits, qui apporte son soutien aux mères des appelés morts sous les drapeaux, jouit aussi d'une grande autorité (1). Il a réclamé, entres autres choses, une amnistie pour les appelés qui ont déserté le service militaire.

En Roumanie, la durée du service militaire a été abaissée de seize à douze mois, en janvier 1990, mais devrait à nouveau augmenter à quatorze mois, sous prétexte de préserver la "stabilité de l'armée".

En Europe du Sud, les appelés n'ont pas de droits. Par exemple, l'organisation française Information pour les droits du soldat (IDS) doit se contenter d'organiser des réunions d'information, les dimanches soir, dans les trains ou les stations de métro. Dans l'Etat espagnol et au Portugal, des organisations civiles qui s'occupent des droits des appelés ont récemment été constituées. En Italie, en Grèce et en Turquie il n'y a pas non plus d'organisations d'appelés. L'Union démocratique autrichienne des soldats (VDSÖ), par exemple, n'a pas le droit de distribuer des publications dans les casernes. ★

Octobre 1992



1) D'après des chiffres officiels, il y aurait eu durant les huit premiers mois de l'année 1992, 354 suicides, 922 dossiers ouverts en raison de mauvais traitements, 108 soldats et officiers tués. *Libération*, 18 novembre 1992.

ECCO et le conflit yougoslave

ECCO a exprimé sa préoccupation concernant la mort des appelés engagés dans les forces de maintien de la paix dans l'ancienne Yougoslavie et ailleurs. Les appelés doivent avoir le droit de choisir s'ils veulent ou non rejoindre les opérations de maintien de la paix des Nations-Unies. Ce choix ne doit pas être influencé par des pressions extérieures ; l'appelé doit être objectivement informé sur la situation dans la région dans laquelle il se rend.

ECCO demande la libération immédiate des trois soldats nord-américains inculpés par la Cour martiale militaire pour avoir organisé des groupes de discussions pour protester contre les ordres-sanctions racistes. ★

La tentation théocratique

L'Eglise catholique polonaise aspire à s'assurer le monopole idéologique et moral dans l'Etat. Les principaux dignitaires de l'Eglise ne s'en cachent pas : « *Nous nous trouvons à un stade particulier de l'histoire — celui de la remise des valeurs chrétiennes à la place qui leur est due, tant dans le domaine du fonctionnement de la société que dans toute notre activité publique* » (1). Dans ses tentatives, le clergé jouit du soutien actif de parlementaires des partis gouvernementaux, élus grâce à son appui (voir *Inprecor* n° 362 du 6 novembre 1992).



Jan MALEWSKI



APRES avoir tenté d'occuper les médias en y plaçant ses hommes, le clergé cherche à avoir un droit de regard sur l'information. Le 15 octobre 1992, il s'en est fallu d'une voix à la Diète, pour que la loi sur l'audiovisuel impose aux rédactions « *le respect des valeurs chrétiennes* ». Ce vote a indigné les évêques : « *Que représentent ces députés du Parlement, qui, dans un pays très majoritairement chrétien, rejettent la proposition de respecter dans les médias le système des valeurs chrétiennes* », a répliqué dans un communiqué la Conférence de l'épiscopat. Les évêques ont explicité ce qu'ils entendent par "valeurs" : « *On voit apparaître dans la presse polonaise les attaques contre le Saint-Père* » (2). Lors de l'examen du projet de loi par le Sénat, les censeurs catholiques sont revenus à la charge : « *En tant que catholique, je ne peux accepter une loi qui ne garantit pas le respect des valeurs chrétiennes. Il n'est pas indifférent de savoir quel système de valeurs on impose à la société ; les minorités doivent l'estime aux opinions de la majorité* », expliquait l'un d'eux (3). Le vote de cette loi réhabiliterait la censure non plus stalinienne, cette fois-ci, mais catholique !

L'Eglise catholique ne reconnaissant pas le divorce, un autre texte prévoit d'instituer la séparation. La séparation interdirait aux anciens époux de se remarier et pourrait être

annulée sur simple déclaration au tribunal de l'un d'eux. Les députés favorables à ce projet n'ont pas caché leur volonté de « *limiter le nombre de divorces* » et de « *donner aux couples une chance de revenir sur leur décision* ». Le projet de loi a été transmis à une commission parlementaire (4). Par ailleurs, la Diète a privé les familles monoparentales des réductions d'impôts accordées aux couples mariés (5), ce qui frappera les femmes qui élèvent seules leurs enfants.

Chasse à l'avortement

L'interdiction de l'avortement est le souci majeur du clergé (6). En 1990, l'Eglise a obtenu une première victoire : la restriction de la loi sur l'avortement par le biais d'une ordonnance ministérielle obligeant les femmes voulant avorter à passer devant deux commissions, et déliant les hôpitaux de l'obligation de pratiquer l'avortement. En décembre 1991, le congrès de l'Ordre des médecins a adopté un code éthique, qui interdit de pratiquer l'avortement. Parallèlement, une loi autorisait l'Ordre des médecins à interdire à certains praticiens d'exercer.

En juillet 1992, la Diète rejetait la demande d'organisation d'un référendum,

alors que les sondages indiquent que les deux tiers de la population s'opposent à la criminalisation de l'avortement. Enfin, en octobre, la commission parlementaire chargée d'examiner le projet de loi sur la « *protection de l'enfant conçu* » adoptait la version la plus restrictive.

Ce texte prévoit une peine de deux ans de prison pour l'auteur de l'avortement (le médecin ou la femme en cas d'auto-avortement), assimilée à l'avortement les moyens contraceptifs agissant après la fécondation (RU-486, stérilet, certaines pilules de la dernière génération) et interdit les examens prénataux. Pouvant être soumis à tout moment au vote de la Diète sur décision de son président (un dirigeant de l'Union chrétienne nationale —

ZChN), il risque d'être adopté. Au nom de la minorité de la commission, la députée Barbara Labuda présentera cependant de nouveau une demande de référendum sur la question.

Longtemps paralysés par leur alliance avec les fondamentalistes catholiques et par leurs divergences internes (7), les parlementaires libéraux, ainsi que ceux de la Social-démocratie (8), ont soutenu l'initiative de l'Union du travail (9) visant à développer un mouvement en faveur du référendum. Créé le 7 novembre, le Comité pour un référendum, soutenu par l'ensemble des organisations féminines (10), se propose de lancer le mouvement dans toutes les villes. Si la loi actuelle prévoit que seule la Diète peut, en se prononçant à une majorité de deux tiers, organiser un référendum, le nouveau projet de Charte des droits et des libertés, présenté par le président Lech Walesa à la Diète, soumet la convocation du référendum à la demande du président ou de 500 000 pétitionnaires. Le Premier ministre, Mme Suchocka, s'est d'ores et déjà opposée à l'idée d'organiser ce référendum : « *C'est une tentative de diviser la société. Je crains qu'elle puisse déstabiliser ce que nous construisons avec tant de peine* » (11). ★

19 novembre 1992

1) Appel à la prière pour la « *protection juridique de toute vie humaine conçue* » du primat Jozef Glemp et du secrétaire de l'Episcopat polonais, l'archevêque Bronislaw Dabrowski, diffusé par *Radio Varsovie* le 15 novembre, cité par *Gazeta Wyborcza* n° 269 du 16 novembre 1992.

2) *Gazeta Wyborcza* n° 245, du 17-18 octobre 1992.

3) *Gazeta Wyborcza* n° 268, du 14-15 novembre 1992.

4) *Gazeta Wyborcza* n° 264, du 9 novembre 1992.

5) *Gazeta Wyborcza* n° 256 du 30 octobre 1992

6) Voir *L'avortement en Pologne : la croix et la bannière*, de J. Heinen et A. Matuchniak, L'Harmattan, Paris 1992.

7) Le Premier ministre, Mme Suchocka, dirigeante de l'Union

démocratique (libérale), est un des auteurs du projet de loi, alors que d'autres députés de l'UD, telle B. Labuda, luttent pour préserver ce droit.

8) La Social-démocratie de la République de Pologne fut créée par les militants de l'ex-POUP (PC) en 1990.

9) L'Union du travail, qui dispose de trois députés à la Diète, se réclame de la tradition de la gauche de Solidarité.

10) La Ligue des femmes, l'Association féministe polonaise, Pro-femina, Neutrum et la Fédération des femmes en faveur du planning familial, et certaines commissions régionales femmes de Solidarité.

11) *Gazeta Wyborcza* n° 269 du 16 novembre 1992.

Les boat-people de Gibraltar

LES AFRICAINS expulsés vers le Maroc sont d'abord enfermés dans un "centre de rétention", dans les arènes de Tanger — qui sert de camp d'internement depuis les émeutes de 1990 — et vont ensuite croupir en prison pendant trois mois. Certains seront par la suite enrôlés de force dans l'armée et envoyés dans le Sahara ; ils reprennent, dès que possible, la fuite en direction des côtes andalouses, voire vers d'autres pays européens.

Cette immigration clandestine constitue une affaire juteuse pour une véritable mafia — des deux côtés du détroit — qui, après avoir fait de la contrebande de cigarettes américaines ou de transistors, sous le franquisme, s'est reconvertie dans le trafic de drogue, pour pratiquer aujourd'hui celui des Africains.

De nombreux pêcheurs marocains se sont aussi "reconvertis" dans ce commerce — ils espèrent gagner en une nuit l'équivalent de 100 000 francs français (FF), alors que la pêche, à deux personnes, ne rapporte pas plus de 25 000 FF par mois. Le passage des clandestins constitue donc une aubaine et les bakchich que touche la police marocaine peuvent atteindre 1 500 FF !

La nouvelle traite

Le voyage des immigrés clandestins est un véritable calvaire qui rappelle les jours sombres de la traite des Noirs. Près d'une quarantaine de personnes s'entassent dans une embarcation de fortune d'environ 5 mètres de long sur 1,5 mètres de large, et payent de 50 000 à 125 000 pesetas (entre 2 500 et 6 200 FF environ).

Le voyage est dangereux, d'abord à cause des forts courants marins qui traversent le détroit de Gibraltar. Il arrive que les patrons des barques obligent, en plus, leurs passagers à sauter à l'eau, à 100 ou 200 mètres des côtes pour éviter les patrouilles de la police espagnole. Voilà pourquoi, beaucoup n'arrivent jamais sur la côte — on compte 200 morts dans les eaux du détroit, dont 43 pour 1992.

Là, un autre réseau de "transport" existe

« Si j'étais un Nord-Africain de vingt ans, je monterais dans un de ces radeaux. Et si on me renvoyait, si j'avais la chance d'arriver sans me noyer et qu'on me renvoie, je recommencerais le mois d'après » (1), c'est ainsi que Felipe Gonzalez parlait des immigrés clandestins qui affluent sur les côtes andalouses. Pourtant, comble de cynisme, depuis le mois d'août 1992, son gouvernement respecte scrupuleusement un accord passé avec le Maroc selon lequel tous les immigrants qui « reconnaîtraient » avoir traversé ce pays pour atteindre l'Etat espagnol seraient déportés chez Hassan II. Durant le seul mois d'août, la police espagnole a arrêté 400 immigrés d'origine africaine — on compte 4 000 arrestations pour l'année 1992. Entre 12 000 et 15 000 Africains ont déjà traversé le détroit de Gibraltar (2).

Cecilia GARMENDIA

qui les emmène de façon clandestine vers la province d'Almeria, voire le Nord de la péninsule, Madrid ou encore de l'autre côté des Pyrénées (France, Belgique, Pays-Bas). Des chauffeurs de taxis, contre des sommes allant de 32 000 à 40 000 pesetas (entre 1 600 et 2 000 FF), les conduisent d'Algésiras vers Almeria. Pour se rendre dans le Nord de l'Etat espagnol ou dans les pays voisins, les Africains voyagent cachés dans des camions de marchandises.

Dans l'Etat espagnol, ils travaillent comme ouvriers agricoles dans le Sud ou en Catalogne, dans le bâtiment ou encore comme jardiniers, pour des salaires de misère — 500 pesetas de l'heure dans l'agriculture (environ 25 FF).

Selon le quotidien *El Pais*, rares sont les femmes qui traversent le détroit ; celles qui osent le faire, doivent payer beaucoup plus que les hommes (l'équivalent de 9 500 FF). En fait, pour la plupart, les femmes essayent d'obtenir un faux visa (la voie consulaire normale coûte 7 000 FF, la voie "au noir" peut aller jusqu'à 12 000 FF). Une fois arrivées dans l'Etat espagnol, elles se retrouvent employées dans l'agriculture, les travaux domestiques, voire la prostitution.

Si les immigrés clandestins sont arrêtés par la police espagnole, après un interrogatoire — qu'on peut imaginer musclé — ils se retrouvent dans des centres d'"accueil", où ils peuvent passer jusqu'à 40 jours en attendant d'être expulsés. Le centre d'internement de Tarifa, par exemple, « est un local cédé

par la direction du port (...) ; il y a un couloir central qui sert de salle à manger-salon et deux chambres latérales qui ne peuvent accueillir plus de 45 personnes. A certains moments, il y a eu jusqu'à 84 personnes qui ne peuvent même pas sortir prendre l'air, subissant, à ce niveau, des traitements encore pires que ceux infligés aux prisonniers de droit commun », selon un militant de l'association de solidarité avec les immigrés *Algeciras Acoge* (Algeésiras accueille).

Selon la loi, l'immigré clandestin dispose alors d'un délai de 30 jours pour contester son arrêté d'expulsion ; mais, en fin de course, la plupart sont refoulés.

Des associations ont commencé à s'organiser dans l'Etat espagnol et se battent contre le sort réservé aux immigrants clandestins. Outre *Algeciras Acoge*, il y a l'association *Iguales en derecho* (Egales en droits). *Algeciras Acoge* organise, entre autres, des rassemblements dans les capitales des provinces du Sud chaque fois que des passagers clandestins meurent dans le détroit.

Aux portes de la forteresse Europe

Mais, dans l'Etat espagnol, comme dans les autres pays du Nord, l'arsenal juridique et policier de contrôle des frontières qui se met en place dans le cadre de la construction européenne, est impuissant face aux causes de l'immigration clandestine — la répression et la misère croissante du tiers monde. En Afrique, il faut rappeler que 50 % de la population vit dans un état de misère absolue ; le nombre des pays africains considérés comme "sous-développés" ne cesse de croître, passant de 16 à 28 — le transfert massif de devises pour le paiement des intérêts de la dette est fortement responsable de cette chute vertigineuse, en Amérique latine comme en Afrique. Les murs de Schengen n'arrêteront pas le flot de la misère. ★

9 novembre 1992

1) Voir *El Pais Semanal*, cité par *Courrier International*.
2) Les informations et données chiffrées de cet article sont tirées de la revue *Pagina Abierta*, de nos camarades d'Izquierda Alternativa, ainsi que du quotidien espagnol *El Pais*.